

FREQUENTLY ASKED QUESTIONS

Ce document est valable à partir du 17 novembre 2020

Certaines mesures complémentaires peuvent être prises localement en fonction de la situation épidémiologique.

TABLE DES MATIÈRES

GENERALITES.....	3
ECONOMIE	5
ECONOMIE ET TRAVAIL	6
COMMERCES, MAGASINS ET CENTRES COMMERCIAUX	7
SERVICES AUX PARTICULIERS	10
ACTIVITES AMBULANTES.....	12
HORECA.....	14
ANIMAUX	15
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	15
SANTE.....	17
CONTAMINATION ET PROTECTION	17
UTILISATION DES DONNEES TELECOMS	19
ASSISTANCE AUX PERSONNES AGEES, EN SITUATION DE HANDICAP ET VULNERABLES	21
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	22
ENSEIGNEMENT & ACCUEIL DES ENFANTS.....	24
ACCUEIL DES ENFANTS	24
ENSEIGNEMENT	24
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	24
VIE PUBLIQUE.....	26
Contacts sociaux.....	27
Transports	28
Tourisme	29
Sports	30
Culture et Loisirs.....	32
Evènements.....	33
Manifestations	34
Receptions et banquets.....	34

Jeunesse	34
Services communaux	35
Services de culte et Cérémonies	35
Informations complémentaires	37
INTERNATIONAL	38
Général	38
1) Peut-on voyager ?	38
Les déplacements depuis la Belgique vers l'étranger	38
Les déplacements depuis l'étranger vers la Belgique	39
2) Quelles sont les mesures associées aux voyages ?	41
Mesures à prendre lorsque vous partez à l'étranger depuis la Belgique	41
Mesures à prendre lorsque vous revenez (de l'étranger) en Belgique	41

GENERALITES

La Belgique est en état d'urgence sanitaire, notamment en raison des indicateurs suivants :

1. l'augmentation continue du nombre de personnes symptomatiques et du taux de positivité témoignant d'une circulation du virus toujours croissante ;
2. la situation se détériore rapidement dans les MR/MRS ;
3. le risque de dépassement de la capacité d'hospitalisation ;
4. la pression persistante sur le système de soins de santé, les laboratoires et les centres de recherche des contacts ;
5. la position numérique de la Belgique comme pays d'Europe ;
6. malgré les mesures déjà prises, la situation ne s'améliore pas.

C'est pourquoi le Comité de concertation de ce 30 octobre 2020 a procédé à un durcissement des mesures. Des mesures plus strictes sont indispensables si l'on entend réduire la pression croissante que subissent nos hôpitaux et aplatir rapidement et de manière radicale la courbe des contaminations. Ces mesures sont d'application à partir du 2 novembre 2020 et jusqu'au dimanche 13 décembre 2020 inclus.

Le respect des six règles d'or reste central, également dans cette phase de durcissement des mesures. Pour rappel ces 6 règles d'or sont :

1. les mesures d'hygiène restent indispensables (par exemple se laver les mains, éternuer dans le pli du coude,...) ;
2. les activités en extérieur doivent être, dans la mesure du possible, privilégiées. Le cas échéant, la pièce doit être suffisamment ventilée ;
3. il est nécessaire de prendre des précautions supplémentaires avec les personnes à risque.
4. les distances de sécurité de 1,5 m sont d'application sauf pour les personnes vivant sous le même toit entre elles, pour les personnes, entre elles, qui se rencontrent dans le cadre de contacts rapprochés durables, pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis entre eux et entre les accompagnateurs d'une part et les personnes ayant besoin d'une assistance d'autre part. Quand la distance de sécurité ne peut pas être respectée, il est nécessaire de porter un masque;
5. Il est indispensable que chacun limite ses contacts rapprochés autant que possible. On entend par « contact rapproché » un contact de plus de 15 minutes, sans distance d'1,5 m et sans masque. A ce stade de l'épidémie, il est recommandé que chaque personne se limite à avoir des contacts rapprochés avec maximum 1 personne (excepté les personnes vivant sous le même toit) ;
6. les rassemblements sont limités à un maximum de 4 personnes (enfants jusqu'à l'âge de 12 accomplis non-compris) sauf les exceptions prévues dans l'arrêté Ministériel.

Ces six règles d'or sont des consignes et non des conseils, elles doivent donc être respectées par tout le monde.

1. Que signifie le déclenchement d'une phase fédérale pour les autorités locales ?

La phase fédérale signifie que les Gouverneurs et Bourgmestres sont tenus d'appliquer les mesures générales décidées.

Néanmoins, l'Arrêté Ministériel permet aux autorités locales compétentes de prendre des mesures complémentaires que la situation sanitaire impose et dans le respect des conditions suivantes :

1. Si les autorités locales compétentes décident de prendre des mesures préventives, elles le font en concertation avec les autorités compétentes des entités fédérées. Le bourgmestre se concerta avec le gouverneur en la matière.
2. Si le bourgmestre ou le gouverneur est informé par l'organisme de santé de l'entité fédérée concernée d'une résurgence locale de l'épidémie sur son territoire, ou lorsqu'il le constate :
 - le bourgmestre ou le gouverneur doit prendre les mesures complémentaires requises par la situation ;
 - le bourgmestre en informe immédiatement le gouverneur et les autorités compétentes des entités fédérées des mesures complémentaires adoptées au niveau communal ;
 - Si les mesures envisagées ont un impact sur les moyens fédéraux ou ont un impact sur les communes limitrophes ou au niveau national, une concertation est requise conformément à l'arrêté royal du 22 mai 2019 concernant la planification d'urgence locale.

Le bourgmestre assume l'organisation de la communication verbale et visuelle des mesures spécifiques prises sur le territoire de sa commune. L'autorité communale veille à une communication correcte tant pour les habitants que pour les visiteurs. Il est donc recommandé au citoyen de consulter les canaux de communication de la commune où il réside (ou projette de se rendre) afin de prendre connaissance des éventuelles mesures spécifiques d'application.

Le ministre de l'Intérieur donne les instructions relatives à la coordination.

2. Que se passe-t-il en cas de non-respect des mesures décidées?

Le respect des règles d'application est essentiel pour éviter une croissance continue de l'épidémie et afin d'éviter l'aggravation des mesures. C'est pourquoi il appartient à chacun de faire preuve de civisme et de prendre ses responsabilités.

En cas de non-respect des mesures (prévues par l'Arrêté Ministériel), des sanctions sont possibles, entre autres, sur base de l'article 187 de la loi sur la Sécurité Civile du 15 mai 2007.

Les autorités locales restent compétentes pour l'ordre public conformément à l'article 135 §2 de la nouvelle loi communale, sans toutefois aller à l'encontre des mesures prises au niveau supérieur ou à l'encontre de l'esprit de ces mesures.

Les services de police effectueront des contrôles permanents afin de s'assurer du strict respect des mesures.

3. Les protocoles ou guides peuvent-ils déroger au nombre maximum de personnes autorisées à une activité?

Non, toutes les dispositions d'un protocole ou d'un guide qui sont moins rigoureuses que les règles énoncées dans l'arrêté ministériel ne sont pas appliquées.

ECONOMIE

Afin de limiter le plus possible les contacts physiques entre les personnes, il convient d'éviter les grandes foules sur la voie publique et dans les transports publics. C'est pourquoi il a été décidé de rendre le télétravail à domicile obligatoire et, pour cette raison, seuls les magasins, les commerces, les entreprises et services offrant des biens et services essentiels peuvent rester ouverts au public.

Les entreprises et associations offrant des biens et des services aux consommateurs et qui peuvent rester ouverts au public, exercent leurs activités conformément au protocole applicable.

Dans la mesure du possible, des liens vers les protocoles disponibles sont placés sur le site Internet <https://www.info-coronavirus.be/fr/protocols/>.

Si aucun protocole ou guide ne s'applique pour un secteur, les douze règles générales minimales prévues dans l'arrêté ministériel sont d'application :

1. l'entreprise ou l'association informe les clients et les travailleurs en temps utile des mesures de prévention en vigueur et dispensent une formation appropriée aux membres du personnel ;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne ;
3. les clients sont accueillis pendant maximum 30 minutes ou aussi longtemps qu'il est d'usage en cas de rendez-vous ;
4. un client est autorisé par 10 m² ;
5. si la surface accessible aux clients est inférieure à 20 m², il est autorisé d'accueillir 2 clients, à condition qu'une distance de 1,5 m soit garantie entre chaque personne ;
6. des masques et d'autres moyens de protection personnels sont en tout temps fortement recommandés pour l'entreprise et l'association, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée ;
7. l'activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements ;
8. l'entreprise ou l'association met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;
9. l'entreprise ou l'association prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement le lieu de travail et le matériel utilisé ;
10. l'entreprise ou l'association assure une bonne aération ;
11. une personne de contact est désignée et rendue publique afin que les clients et les membres du personnel puissent signaler une éventuelle contamination par le coronavirus COVID-19 afin de faciliter le contact tracing ;
12. les terrasses et les espaces publics sont organisés conformément aux prescriptions édictées par les autorités communales et dans le respect des mêmes règles qu'à l'intérieur.

En outre, les courses sont effectuées seul ou avec maximum une autre personne du même ménage ou avec laquelle on entretient un contact étroit durable. Un adulte peut accompagner les mineurs du même ménage ou les personnes ayant besoin d'une assistance.

ECONOMIE ET TRAVAIL

Les principes généraux sont les suivants :

- Le télétravail à domicile est obligatoire dans tous les entreprises, associations et services pour tous les membres du personnel, sauf si c'est impossible en raison de la nature de la fonction, de la continuité de la gestion de l'entreprise, de ses activités ou de ses services.
- Lorsque le télétravail à domicile ne peut pas être appliqué, les entreprises, associations et services adoptent les mesures appropriées pour :
 - garantir le respect maximal des règles de distanciation sociale, en particulier le respect d'une distance d'1,5 m entre les personnes ;
 - à défaut de pouvoir garantir le respect des règles de distanciation sociale, offrir un niveau de protection au moins équivalent ;
 - l'employeur fournit aux membres du personnel qui ne peuvent pas faire du télétravail à domicile une attestation ou toute autre preuve confirmant la nécessité de leur présence sur le lieu de travail. Cela s'applique à tous les secteurs et entreprises. Cette attestation ou cette preuve peut consister en un document existant ou une carte existante (par exemple un badge) dont le membre du personnel est déjà en possession.
- Les team buildings en présentiels sont interdits.

L'application de ces principes est garantie au niveau de l'entreprise via l'adoption de mesures de prévention appropriées telles que celles définies dans le « guide générique en vue de lutter contre la propagation du COVID-19 au travail » disponible à l'adresse : https://emploi.belgique.be/sites/default/files/content/news/Guidegenerique_light.pdf, éventuellement complété par :

- des directives au niveau sectoriel ;
- et/ou des directives de l'entreprise ;

et/ou d'autres mesures appropriées qui offrent un niveau de protection au moins équivalent.

Les mesures collectives ont toujours priorité sur les mesures individuelles.

Par dérogation aux principes généraux :

Pour les commerces, entreprises, et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population (voir annexe de l'AM du 28 octobre 2020) :

- Le télétravail à domicile est obligatoire dans toutes ces entreprises et services pour tous les membres du personnel, sauf si c'est impossible en raison de la nature de la fonction, de la continuité de la gestion de l'entreprise, de ses activités ou de ses services.
- En outre, ils sont également tenus de mettre en œuvre, dans la mesure du possible, les règles de distanciation sociale.

Cette dérogation vaut également pour les producteurs, fournisseurs, entrepreneurs et sous-traitants de biens, travaux et services essentiels à l'activité de ces entreprises et ces services.

1. Les restaurants d'entreprise peuvent-ils rester ouverts?

Oui, ils sont autorisés à rester ouverts et sont considérés comme des cuisines de collectivité et salles à manger pour les communautés de travail. Ils doivent respecter les règles d'hygiène et de distanciation

sociale qui s'appliquent aux activités horeca qui restent autorisées, et qui sont décrites dans la partie Horeca ci-dessous.

2. Les architectes sont-ils autorisés à recevoir des clients au bureau ainsi qu'à visiter un site?

Oui, ils peuvent poursuivre leur travail physiquement, ils font partie de la commission paritaire 336 pour les professions libérales. Les règles sur le télétravail et les mesures de prévention au travail, ainsi que les protocoles/guides applicables ou les douze règles minimales décrites ci-dessus doivent être respectés.

COMMERCES, MAGASINS ET CENTRES COMMERCIAUX

Les entreprises et associations offrant des biens aux consommateurs sont fermées au public, mais elles peuvent poursuivre leurs activités au moyen de livraison ou d'un système de rendez-vous pour récupérer les marchandises précommandées en plein air et à l'extérieur du magasin.

Par ailleurs, les règles minimales suivantes sont d'application :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les clients et les travailleurs en temps utile des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel ;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne ;
3. des masques et d'autres moyens de protection personnelle sont en tout temps fortement recommandés pour l'entreprise et l'association, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée ;
4. l'activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements ;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;
6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement le lieu de travail et le matériel utilisé ;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération.

En revanche, les établissements ou les parties des établissements suivantes peuvent rester ouvertes au public pour autant qu'ils offrent principalement des biens essentiels, et ce uniquement pour la fourniture de ces biens :

- les magasins d'alimentation, y compris les magasins de nuit (mais également les boucheries, les fromageries, les chocolatiers, les cavistes, les épicerie,...) ;
- les magasins de produits d'hygiène et de soins (par exemple les drogueries,...) ;
- les magasins d'alimentation pour animaux ;
- les pharmacies ;
- les marchands de journaux et les librairies ;
- les stations-services, les quais de chargement et les fournisseurs de carburants et combustibles ;
- les magasins de télécommunications, à l'exclusion des magasins qui ne vendent que des accessoires ;
- les magasins de dispositifs médicaux (par exemple les bandagistes) ;
- les magasins de bricolage, à la fois pour ceux avec une gamme générale et ceux avec une gamme spécialisée ;

- les jardineries et pépinières ;
- les magasins de fleurs et de plantes ;
- les magasins en gros destinés aux professionnels, mais uniquement au bénéfice de ces derniers ;
- les commerces de détail spécialisés qui vendent des tissus d'habillement ;
- les commerces de détail spécialisés qui vendent des fils à tricoter et des articles de mercerie ;
- les magasins de papeterie.

Pour pouvoir rester ouverts, l'assortiment principal et habituel de produits de ces entreprises et associations doit consister en des biens essentiels. Ces entreprises et associations sont uniquement ouvertes aux consommateurs pour la fourniture physique des biens essentiels afin d'assurer des conditions de concurrence harmonisées vis-à-vis des sociétés spécialisées qui doivent fermer. La fourniture des biens essentiels concerne l'offre principale classique des magasins listés ci-dessus. Des meubles, y compris les meubles de salle de bain et de cuisine, des meubles de jardin, des barbecues, de grands ustensiles de cuisine, des chauffages mobiles, des articles de décoration (à l'exclusion des bougies), de multimédia, d'électro, de jeux, de vêtements, de chaussures, des accessoires télécom, des bijoux, des articles de cuir, des articles de sport etc. ne sont pas considérés comme des biens essentiels. Dès lors, dans les établissements ouverts, les biens non-essentiels doivent être rendus inaccessibles ou mis à l'abri du public. Ces biens peuvent seulement être livrés ou emportés à l'extérieur du magasin après avoir été préalablement commandés. La commande de biens non-essentiels doit se faire à distance, par exemple en ligne ou par téléphone. La livraison ou le retrait doit se faire à un autre moment. L'objectif est d'éviter que pendant l'achat physique de produits essentiels, l'on ne commande en même temps des produits non-essentiels dans ce même magasin.

Les magasins de bricolage peuvent uniquement vendre, en magasin, des matériaux (les outils compris) pour réaliser des travaux dans la maison ou dans le jardin. Les magasins de bricolage spécialisés tels que les magasins de peinture et les magasins de carrelage peuvent rester ouverts. Les magasins de salles de bains qui ne sont pas des magasins de bricolage, les magasins de cuisines dans le même cas, etc. doivent fermer leur magasin et leur salle d'exposition, mais peuvent continuer à travailler par le biais de la collecte et de la livraison.

Néanmoins, les entreprises et associations fermées au public peuvent proposer leurs biens et services aux professionnels dans leur magasin ou showroom, moyennant le respect des règles sanitaires. Les showrooms des magasins en gros sont quant à eux ouverts aux professionnels.

En outre, les courses sont effectuées seul ou avec maximum une autre personne du même ménage ou avec laquelle on entretient un contact étroit durable. Un adulte peut accompagner les mineurs du même ménage ou les personnes ayant besoin d'une assistance.

Les commerces qui restent ouverts doivent suivre les règles du protocole sectoriel ou du guide qui leur est applicable et publié sur le site internet de l'autorité administrative compétente. À défaut de protocole ou de guide applicable, elles suivent les douze règles générales de l'arrêté ministériel qui sont énumérées ci-dessus.

En tant qu'entreprise, elles suivent les dispositions prévues dans le « guide générique pour lutter contre la propagation du COVID-19 au travail ». Les employeurs informent les travailleurs en temps utile des mesures de prévention en vigueur et leur dispensent une formation appropriée.

Pour les centres commerciaux, des mesures spécifiques supplémentaires sont d'application :

- un client est autorisé par 10 m² ;

- le centre commercial met à disposition les produits nécessaires à l'hygiène des mains à l'entrée et à la sortie ;
- des marquages au sol et/ou des signalisations facilitent le maintien d'une distance de 1,5 m ;
- les visiteurs se déplacent seul ou avec maximum une autre personne, à l'exception des adultes qui peuvent accompagner les mineurs du même ménage ou les personnes ayant besoin d'assistance.

Le retrait de biens non-essentiels préalablement commandés, ne peut se faire qu'en plein air, à l'extérieur du centre commercial, et uniquement sur rendez-vous. La commande de biens non-essentiels doit se faire à distance, par exemple en ligne ou par téléphone. La livraison ou le retrait doit se faire à un autre moment. L'objectif est d'éviter que pendant l'achat physique de produits essentiels, l'on ne commande en même temps des produits non-essentiels dans ce même magasin.

mais elles peuvent poursuivre leurs activités au moyen de livraison ou d'un système de rendez-vous pour récupérer les marchandises précommandées en plein air et à l'extérieur du magasin.

Port du masque :

Le port du masque ou de toute autre alternative en tissu est obligatoire pour toute personne (clients, employés, employeurs,...) à partir de 13 ans dans les rues commerçantes, les magasins et centres commerciaux, et tout lieu privé ou public à forte fréquentation ou, si cela n'est pas possible pour des raisons médicales, d'un écran facial.

Les bourgmestres sont chargés de déterminer quelles sont les rues commerçantes et les lieux privés ou publics à forte fréquentation de leur commune. Ces lieux sont délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation du port du masque s'applique.

Autorités locales :

Les autorités locales organisent l'accès aux centres commerciaux, aux rues commerçantes et aux parkings conformément au courrier ministériel du Ministre de l'Intérieur du 08 mai 2020 relatif à la gestion de l'espace public lors de la réouverture de magasins et centres commerciaux afin que les mesures de distanciation sociale soient respectées.

3. Qu'en est-il des magasins qui peuvent ouvrir et qui disposent d'un choix plus large que les produits essentiels?

Ces magasins ne peuvent proposer physiquement que les produits essentiels dans le magasin. Les autres produits doivent être rendus inaccessibles ou mis à l'abri du public et peuvent seulement être livrés ou emportés en plein air et à l'extérieur du magasin après avoir été préalablement commandés.

Par exemple, un supermarché ne peut proposer aucun jouet et doit fermer ce département ou retirer ces produits des rayons. Un magasin de bricolage ne peut pas proposer à la vente des meubles de jardin mais les clients peuvent les commander préalablement et se les faire livrer ou les emporter, sur rendez-vous et dans un endroit en plein air. L'objectif est que ces produits ne puissent pas être choisis ou discutés dans le magasin.

En outre, les terminaux de paris situés dans les librairies ne peuvent pas être rendus accessibles au public.

4. Existe-t-il des restrictions à la vente de boissons alcoolisées?

Oui, la vente de boissons alcoolisées est interdite dans tous les établissements, en ce compris les distributeurs automatiques, à partir de 20 heures jusqu'à 5 heures du matin.

En dehors de cette période, les établissements horeca peuvent proposer des boissons alcoolisées à la livraison et/ou à l'emporté mais uniquement en combinaison d'un repas.

5. Existe-t-il des restrictions spécifiques concernant les magasins de nuit ?

On entend par magasins de nuit toute unité d'établissement dont la surface commerciale nette ne dépasse pas 150 m², qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers et qui affiche de manière permanente et apparente la mention " Magasin de nuit".

Les magasins de nuit peuvent rester ouverts à partir de leur heure d'ouverture habituelle jusqu'à 22 heures.

Les magasins attenants à une station-service ne sont donc pas considérés comme des magasins de nuit et ne doivent donc pas fermer à 22 heures.

La vente de boissons alcoolisées est interdite dans tous les établissements (en ce compris les distributeurs automatiques), à partir de 20 heures jusqu'à 5 heures du matin.

6. Les magasins de puériculture et d'articles pour bébés sont-ils ouverts ?

Ces magasins peuvent ouvrir pour la vente de produits d'hygiène et de soins (produits essentiels) mais pas pour les autres produits. Les produits non-essentiels de type vêtements, jouets, poussettes, mobilier ne sont disponibles qu'au moyen d'une livraison ou d'un système de rendez-vous pour collecter en plein air et à l'extérieur du magasin les biens commandés préalablement.

7. Les showrooms peuvent-ils être ouverts ?

Non, les showrooms des commerces qui ne sont pas des magasins de bricolage et les showrooms automobiles sont fermés aux consommateurs. Des professionnels peuvent néanmoins être accueillis dans ces showrooms.

Les showrooms des magasins en gros sont quant à eux ouverts aux professionnels.

SERVICES AUX PARTICULIERS

Les commerces, entreprises et services privés et publics peuvent continuer la poursuite de leurs activités à distance.

Néanmoins seuls les commerces, entreprises et services publics et privés qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population (cfr. annexe à l'arrêté ministériel) peuvent continuer à fournir physiquement leurs services aux particuliers moyennant le respect des 12 règles générales énoncées ci-dessus. Par ailleurs, si elles ne peuvent exercer leurs activités à distance, elles prennent les mesures de prévention appropriées afin de mettre en œuvre les règles de distanciation sociale dans la mesure du possible.

8. Quels sont les commerces, entreprises et services publics et privés qui sont considérés comme étant nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population ?

La liste exhaustive de ces commerces, magasins, entreprises et services est reprise à l'annexe de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 tel que modifié le 1^{er} novembre 2020. Quelques exemples sont néanmoins repris ci-dessous :

- Garagistes: limité aux services de dépannage, de réparation, d'entretien, d'après-vente et de remorquage ;

- Sont également compris ici les réparations pour les vélos, les changements de pneus, les réparations de bris de glace et la préparation au contrôle technique ;
- les salons lavoirs et les nettoyages à sec ;
- la collecte et le traitement des déchets ainsi que les recyparks ;
- les notaires, les avocats et les huissiers de justice ;
- les syndicats ;
- le secteur de la construction ;
- les serruriers pour les situations de force majeure ;
- les plombiers et chauffagistes, les électriciens et les charpentiers ;
- le secteur des assurances ;
- les banques ;
- les autorités locales ;
- les centres de contrôles techniques ;
- ...

En revanche, ne sont pas repris dans cette annexe et doivent donc fermer le magasin, ces services ne sont pas non plus possibles sur place :

- les carwash ;
- les salons de toilettage ;
- les centres de bronzage ;
- les agences de voyage ;
- les leçons de conduite et les centres d'examens de conduite ;
- les photographes, à l'exception des photos nécessaires pour les documents d'identité et d'autres documents nécessaires ;
- ...

9. Quels métiers de contact peuvent encore être exercés ?

Les métiers de contact non-médicaux, en ce compris les prestations de service à domicile, sont interdits. En conséquence, les établissements suivants, entre autres, sont fermés :

- les instituts de beauté ;
- les instituts de pédicure non-médicale ;
- les salons de manucure ;
- les salons de massage ;
- les salons de coiffure et barbiers ;
- les studios de tatouage et de piercing.

Les métiers de contacts médicaux et paramédicaux et ceux considérés comme nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation (repris à l'annexe de l'Arrêté Ministériel, CP 330) peuvent continuer à être exercés, tels que par exemple les soins dentaires, les psychologues, les soins infirmiers à domicile, les séances de kinésithérapie, les soins liés à la maternité, les aides familiales, les soins palliatifs à domicile, etc. Les soins des pieds par des podologues et les soins des pieds effectués par des professionnels autres que des podologues, pour des raisons médicales, qui ne peuvent être reportés peuvent toujours être effectués.

10. Les opticiens et les audiciens peuvent-ils continuer à exercer?

Etant donné qu'ils offrent des dispositifs médicaux, ces professions sont autorisées à exercer.

11. Les entreprises peuvent-elles louer du matériel aux particuliers ?

Oui cela est autorisé. Néanmoins le matériel doit soit être retiré en plein air et sur rendez-vous auprès de l'entreprise soit il doit être livré.

12. Puis-je encore faire venir mon aide-ménagère? Puis-je encore travailler en tant qu'aide-ménagère?

Oui cela est autorisé. En outre, les centres de repassage peuvent continuer leurs activités.

13. Les salons de lavoir et les pressings peuvent-ils rester ouverts?

Ces établissements peuvent rester ouverts.

14. Les travaux de rénovation et de construction chez les particuliers peuvent-ils se poursuivre?

Les activités comme les travaux de rénovation, de peinture, d'électricité, de plomberie, les installations d'électroménagers peuvent se poursuivre moyennant le respect des règles de distanciation sociale.

15. Les agences immobilières peuvent-elles poursuivre leurs activités ?

Les agences immobilières ne peuvent pas accueillir de public, sauf dans le cadre de prestations de service aux professionnels. **Les personnes qui souhaitent louer ou acheter une propriété sont autorisées à visiter celle-ci uniquement si aucune autre personne n'est présente dans la propriété à ce moment-là. L'agent immobilier, les vendeurs, les locataires ou les occupants actuels ne sont donc pas autorisés à être présents lors de la visite.** Le respect des obligations légales, telles que, par exemple, l'établissement d'un état des lieux au début d'un contrat de location, reste possible.

16. Les avocats, les notaires et les huissiers de justice peuvent-ils poursuivre leurs activités ?

Ces professions sont reprises à l'annexe de l'arrêté ministériel, elles peuvent donc rencontrer des clients lorsque cela est nécessaire (par exemple pour la signature d'actes) et dans le respect des mesures de distanciation sociale. Néanmoins, toutes les tâches qui peuvent s'effectuer à distance doivent l'être.

17. Les médiateurs agréés, curateurs et autres mandataires de justice peuvent-ils poursuivre leurs activités ?

Oui. Ceux-ci tombent sous la catégorie « institutions de la Justice et professions y liées » qui est reprise à l'annexe de l'arrêté ministériel. Ils peuvent donc poursuivre leurs activités.

18. Les agences d'intérim et de travail temporaire peuvent-elles poursuivre leurs activités?

Ces agences peuvent rester ouvertes mais leurs activités doivent se limiter à la fourniture de services en termes de travail intérimaire aux entreprises appartenant aux secteurs cruciaux et aux services essentiels et limitées aux soins et au travail social pour les groupes cibles vulnérables et aux ménages conformément au protocole concernant les entreprises reconnues fournissant des travaux ou des services communautaires.

ACTIVITES AMBULANTES

Les marchés avec étals, qui offrent principalement des biens essentiels, peuvent uniquement avoir lieu pour la fourniture de ces biens et sous réserve de l'autorisation préalable des autorités locales.

Les fêtes foraines, les marchés aux puces, les brocantes, marchés annuels, les marchés de Noël et les villages d'hiver sont interdits.

Dans tous les marchés autorisés par les autorités locales, les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger toute personne contre la propagation du coronavirus COVID-19, y compris l'application des règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance de 1,5 m entre chaque personne. Des mesures de prévention appropriées sont prises en temps utile, comme le recommande le « Guide générique concernant l'ouverture des commerces pour lutter contre la propagation du virus COVID-19 », disponible sur le site web du Service public fédéral Economie.

Tout marché respecte, en tous les cas, les conditions suivantes :

- les conditions fixées par l'autorité locale sont respectées ;
- les règles de distanciation sociale sont respectées ;
- le nombre maximum de visiteurs autorisés dans le marché s'élève à un visiteur par 1,5 mètre courant d'étal ;
- les marchands, et leur personnel sont tenus de se couvrir la bouche et le nez avec un masque, ou toute autre alternative en tissu (ou, lorsque cela n'est pas possible pour des raisons médicales, avec un écran facial) ;
- le port du masque est obligatoire pour les clients si les autorités communales l'imposent et dans toutes les situations où il est impossible de garantir le respect des règles de distanciation sociale.
- les moyens pour assurer l'hygiène nécessaire des mains doivent être mis à disposition aux entrées et sorties du marché par les autorités communales. Les commerçants prévoient également de mettre à disposition des clients du gel pour l'hygiène des mains ;
- la consommation de denrées alimentaires et de boissons sur place est interdite. Le take-away reste possible ;
- une organisation ou un système permettant de vérifier le nombre de clients présents sur le marché est mis en place ;
- sur le marché un plan de circulation à sens unique est élaboré, avec des entrées et des sorties distinctes. Une dérogation motivée peut néanmoins être accordée en cas de circonstances exceptionnelles par l'autorité locale qui, dans ce cas, détermine une solution alternative ;
- en outre, les courses sont effectuées seul ou avec maximum une autre personne du même ménage ou avec laquelle on entretient un contact étroit durable et pendant une période de maximum 30 minutes. Un adulte peut accompagner les mineurs du même ménage ou les personnes ayant besoin d'une assistance.

Par ailleurs, les activités de type « porte à porte » et de démarchage, quelle que soit leur nature, sont interdites.

19. Que peut-on vendre sur un marché?

Sur un marché, seuls les produits essentiels peuvent être mis en vente, qui peuvent également être vendus dans les magasins ouverts au public.

20. Les foodtrucks peuvent-ils proposer de la nourriture et des boissons ?

Oui mais seul le take-away est autorisé jusqu'à 22 heures au plus tard, la consommation sur place n'est pas permise. La vente de boissons alcoolisées est interdite entre 20 heures et 5 heures du matin.

HORECA

Les établissements relevant du secteur horeca et les autres établissements de restauration et débits de boissons sont fermés jusqu'au 13 décembre 2020 inclus, sauf pour proposer des repas à emporter et à livrer et des boissons non-alcoolisées à emporter jusqu'à 22 heures au plus tard. Des repas peuvent être proposés à emporter et/ou à livrer ensemble avec des boissons alcoolisées jusqu'à 20 heures.

Néanmoins, les établissements suivants peuvent rester ouverts :

- Tous les types d'hébergement à l'exclusion de leur restaurant, de leurs débits de boissons et de leurs autres facilités communes. En revanche, les villages de vacances, les parcs de bungalow et les campings sont fermés à partir du 3 novembre 2020 ;
- Les cuisines de collectivité et les salles à manger pour les communautés résidentielles, scolaires, de vie et de travail. Cela comprend notamment les restaurants d'entreprises, les cantines d'hôpitaux, de prisons, d'écoles, et de maisons de repos et de soins ;
- Les facilités collectives pour les personnes sans-abri ;
- Les établissements de restauration et les débits de boissons dans les zones de transit des aéroports ;
- les facilités sanitaires dans les zones de service à côté des autoroutes.

Pour les activités horeca qui restent autorisées, les modalités suivantes doivent être respectées :

- les tables sont disposées de manière à garantir une distance d'au moins 1,5 m entre les tablés, sauf si les tables sont séparées par une paroi en plexiglas ou une alternative équivalente d'une hauteur minimale d'1,8 m ;
- un maximum de 4 personnes par table est autorisé. Un ménage peut partager une table, peu importe la taille de ce ménage ;
- seules des places assises à table sont autorisées ;
- chaque personne doit rester assise à sa propre table ;
- toute personne d'un établissement horeca, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, est obligé de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou tout autre alternative en tissu, sauf lorsqu'il est assis à sa propre table. Lorsque le port du masque ou toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé ;
- le port du masque ou, si cela est impossible pour des raisons médicales, d'un écran facial par le personnel est obligatoire ;
- aucun service au bar n'est autorisé ;
- les données de contact, qui peuvent se limiter à un numéro de téléphone ou une adresse e-mail, d'un client par table sont enregistrées à l'arrivée et conservées, dans le respect de la protection des données à caractère personnel, pendant 14 jours calendrier afin de faciliter toute recherche de contact ultérieure. Les clients qui le refusent se voient l'accès refusé à l'établissement à l'arrivée. Ces données de contact ne peuvent être utilisées à d'autres fins que la lutte contre la COVID-19 et elles doivent être détruites après 14 jours calendrier.

Par ailleurs, l'utilisation individuelle et collective des narguilés est interdite dans les lieux accessibles au public.

ANIMAUX

21. Les salons de toilettes et les centres de dressages canins sont-ils ouverts ?

Non, ils sont fermés. Le service à domicile n'est pas autorisé non plus.

22. Les refuges pour animaux peuvent-ils rester ouverts ?

Les refuges pour animaux sont fermés au public. Les visites ne sont donc pas autorisées. L'adoption et la remise des animaux sont possibles uniquement sur rendez-vous, en tête à tête, et moyennant le respect des mesures de distanciation sociale. Les volontaires peuvent également apporter leur contribution.

23. Est-ce que les pensions pour animaux de compagnie sont ouvertes ?

Les pensions pour animaux de compagnie peuvent rester ouvertes.

24. Les crématoriums pour animaux peuvent-ils rester ouverts ?

Oui, uniquement sur rendez-vous et moyennant le respect des mesures de distanciation sociale.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Fédéral :

- **SPF Economie:**

- Guide générique relatif à l'ouverture des commerces :
- <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/mesures-renforcees/coronavirus-conseils-pour-la>
- <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/coronavirus-mesures-renforcees>
- <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/informations-pour-les-reduction-des-pertes/coronavirus-faq-concernant-les>
- <https://economie.fgov.be/fr/publications/guide-pour-un-redemarrage-sur>
- <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/activites-economiques/coronavirus-conseils-pour-la-0>
- Guide générique relatif à l'ouverture du secteur horeca:
- <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/activites-economiques/coronavirus-conseils-pour-la>

- **AFSCA :**

<http://www.afsca.be/professionnels/publications/communications/coronavirus.asp#faq>

- **SPF Finances:**

https://finances.belgium.be/fr/douanes_accises/entreprises/corona-informations-et-mesures/faq-covid-19

- **SPF Emploi et Travail :**

- Guide générique pour lutter contre la propagation du COVID-19 au travail :
https://emploi.belgique.be/sites/default/files/content/news/Guidegenerique_light.pdf

- <https://emploi.belgique.be/fr/faqs/questions-et-reponses-coronavirus>

- **ONEM :**

- https://www.onem.be/sites/default/files/coronavirus/Faq_Corona_FR_20200423_0.pdf

Région flamande :

- <https://www.vlaio.be/nl/begeleiding-advies/moeilijkhedencoronavirus/specifieke-maatregelen-mbt-het-coronavirus-0>

Région de Bruxelles-capitale :

- <https://1819.brussels/blog/coronavirus-et-entreprises-les-faq-en-un-coup-doeil>

Région wallonne :

- <https://www.1890.be/article/faq-coronavirus>

SANTE

CONTAMINATION ET PROTECTION

Les procédures sanitaires sont adaptées au cours du temps selon l'évolution de l'épidémie, les connaissances et découvertes scientifiques.

Les informations les plus actuelles sont disponibles à l'adresse suivante : <https://covid-19.sciensano.be/fr>

1. Quelles sont les recommandations en matière de port de masque/de gants dans l'espace public ?

Toute personne, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, est tenue de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu lorsqu'il est impossible de garantir le respect des règles de distanciation sociale. Cette dernière obligation n'est cependant pas valable entre :

- les personnes vivant sous le même toit entre elles ;
- les enfants jusqu'à 12 ans accomplis entre eux ;
- les personnes, entre elles, qui se rencontrent dans le cadre d'un contact rapproché durable ;
- les accompagnateurs d'une part et les personnes ayant besoin d'assistance d'autre part.

Par ailleurs, le port du masque est obligatoire dans un certain nombre de lieux, peu importe leur niveau de fréquentation :

- dans les transports en commun dès l'entrée dans l'aéroport, la gare, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram, le train ou tout autre moyen de transport organisé par une autorité publique. Néanmoins, le personnel roulant des sociétés de transport en commun n'est pas obligé de se couvrir la bouche et le nez, pour autant d'une part que le conducteur soit bien isolé dans une cabine et d'autre part qu'une affiche et/ou un autocollant indique aux usagers la raison pour laquelle le conducteur ne porte pas de masque ;
- pour les encadrants des camps, stages et activités qui sont autorisés ;
- dans les établissements et les lieux où des activités horeca sont autorisées, tant pour les clients que pour le personnel, sauf pendant qu'ils mangent, boivent ou sont assis à table ;
- dans les magasins et centres commerciaux ;
- dans les rues commerçantes, les marchés, et tout lieu privé ou public à forte fréquentation, déterminés par les autorités communales compétentes et délimités par un affichage précisant les horaires auxquels l'obligation s'applique ;
- dans les salles de conférence et auditoires ;
- dans les bibliothèques, les ludothèques et les médiathèques ;
- dans les bâtiments de culte et les bâtiments destinés à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle ;
- lors des déplacements dans les parties publiques et non-publiques des bâtiments de justice, ainsi que dans les salles d'audience lors de chaque déplacement et, dans les autres cas conformément aux directives du président de la chambre.

Lorsque le port d'un masque ou d'une alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par cette obligation.

Il est souligné que le port du masque est une protection supplémentaire qui ne dispense en aucun cas de suivre **les six règles d'or concernant le comportement individuel, à savoir :**

1. respectez les règles d'hygiène ;
2. pratiquez vos activités de préférence à l'extérieur ;
3. pensez aux personnes vulnérables ;
4. gardez vos distances (1,5 m) ;
5. limitez vos contacts rapprochés ;
6. suivez les règles sur les rassemblements.

Pour plus d'information sur les masques en tissu : <https://www.info-coronavirus.be/fr/masque/>

Le port de gants n'est en revanche pas recommandé car il donne un faux sentiment de sécurité, et on ne se lave plus les mains, tout en se touchant la bouche, le nez et les yeux avec la main gantée, ce qui peut encore entraîner une infection. Il est préférable de se laver les mains régulièrement avec de l'eau et du savon.

2. Existe-t-il des aménagements particuliers en matière de port du masque pour les personnes sourdes ou malentendantes ?

Oui, dans ce cas-là, l'interlocuteur d'une personne sourde ou malentendante peut ôter temporairement son masque afin que cette dernière puisse lire sur ses lèvres. Cela ne peut se faire que pendant le temps strictement nécessaire à la conversation et dans le respect de la distance de sécurité.

3. Qui est testé actuellement ?

Des informations détaillées concernant la procédures de testing sont disponibles sur le site de Sciensano: https://epidemiologie.wiv-isp.be/ID/Pages/2019-nCoV_procedures.aspx.

4. Quelles sont les règles d'application en matière de quarantaine ?

Il est nécessaire de fixer des priorités en termes de dépistage et d'analyses en laboratoire qui serviront au mieux la santé publique et pourront contenir l'épidémie. Ces priorités ont été établies par la Conférence Interministérielle Santé publique de ce 19 octobre 2020 ainsi que la suspension de certains dépistages préventifs.

Cela signifie également que le dépistage des personnes asymptomatiques sur base individuelle suite à un contact à haut risque est suspendu jusqu'au 15 novembre. Cela concerne principalement les contacts à haut risque (en dehors du suivi des clusters/foyers) et les personnes qui reviennent des zones rouges identifiées par l'outil d'auto-évaluation du PLF.

Les règles suivantes sont établies pour l'isolement et la quarantaine:

- 1. La période d'isolement pour les personnes qui ont un test PCR positif :**
 - a. Pour les patients présentant des symptômes qui ont un test PCR positif, l'isolement est levé au plus tôt 7 jours après l'apparition des symptômes ET jusqu'à au moins 3 jours sans fièvre ET avec une amélioration des symptômes respiratoires.
 - b. Pour les personnes qui ne présentent pas de symptômes mais qui ont un test PCR positif, l'isolement de 7 jours commence à dater de la date du prélèvement.

- 2. La période de quarantaine, pour les contacts à haut risque asymptomatiques qui ne sont pas testés** est fixée à 10 jours, suivis de 4 jours de vigilance. La quarantaine commence à dater du dernier contact à haut risque, ou le dernier jour de résidence dans une zone rouge. Si cette personne développe des symptômes, elle sera toutefois testée.

En ce qui concerne les mesures de quarantaine suite à un retour de voyage à l'étranger, veuillez-vous référer à la partie « International » de ce FAQ.

UTILISATION DES DONNEES TELECOMS

5. Le gouvernement utilise-t-il mes données personnelles télécoms dans la lutte contre le Coronavirus?

Non, le gouvernement a uniquement accès aux données anonymes, et sur base de ces données il effectue des analyses qui contribuent dans la lutte contre le Coronavirus. Aucune adresse, numéro de téléphone ou nom n'est traité par le gouvernement. Il est garanti que les données ne sont aucunement traçables à l'individu. Au niveau de l'agrégation utilisée, le citoyen est entièrement anonymisé et son identité est protégée.

6. A quelles fins les données télécoms sont-elles utilisées?

Le gouvernement utilise les données télécoms anonymisées et agrégées pour aider dans le processus décisionnel dans la lutte contre l'épidémie. A l'aide de ces données, ses actions se limitent à des constatations utiles, comme par exemple : La mobilité des belges a-t-elle diminué depuis l'adoption des mesures par le Conseil national de sécurité ? Dans quelles zones géographiques la mobilité est plus haute que d'autres ?

7. Tous mes mouvements vont-ils être surveillés, du fait de cette démarche ?

Non. Aucune nouvelle donnée n'est collectée dans le cadre de ces analyses. Les données ne quittent pas l'enceinte des opérateurs télécoms. Elles sont anonymisées (c'est-à-dire, il n'est pas possible de savoir quel individu se trouve derrière quel point de donnée) et agrégées (c'est-à-dire, il n'y a pas d'analyse du comportement d'un seul individu).

8. Mes données seront-elles gardées ou réutilisées ?

Non, les données utilisées dans le cadre de ce projet sont uniquement utilisées pour combattre le COVID-19. Les données non pertinentes sont effacées immédiatement et en permanence. A la fin de la crise sanitaire, toutes les données seront effacées, pour qu'elles ne puissent jamais être volées ou utilisées contre le citoyen.

9. Pourquoi est-il pertinent d'utiliser les données télécoms dans le contexte d'une épidémie du type Covid-19?

L'utilisation de données de téléphonie mobile (agrégées et anonymisées) pour la gestion de crises épidémiologiques a déjà été réalisée et a prouvé son efficacité. Des technologies similaires à celles utilisées aujourd'hui ont déjà été mises en œuvre lors de l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest en 2013-2015.

Le virus Covid-19 se transmet du fait de la proximité physique entre les individus. Dès lors, l'utilisation des données sur le déplacement de la population pourra donner des informations primordiales aux autorités sanitaires pour la gestion de l'épidémie.

10. Ces données peuvent-elles être utilisées contre moi ?

En aucun cas. Les données traitées sont entièrement anonymes et ne sont aucunement traçables jusqu'à l'individu. Les analyses ne seront faites que pour informer les responsables politiques et la population. Les données ne sont en aucun cas utilisées à des fins répressives ou punitives contre l'individu.

11. D'autres initiatives de ce type voient-elle le jour dans d'autres pays européens ?

Oui, les autorités publiques et les opérateurs de téléphonie mobile d'autres pays européens, ainsi que la Commission européenne, travaillent à la mise en place d'initiatives similaires. Le gouvernement belge est en contact avec certains d'entre eux, afin de partager l'expertise et, dans la mesure du possible, de pouvoir également mesurer les mouvements transfrontaliers.

12. Ces pratiques sont-elles conformes aux réglementations nationales et européennes en matière de la protection de la vie privée?

Absolument. En Belgique, une attention toute particulière est portée au respect scrupuleux des règles en matière de la vie privée, contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions du monde. L'approche du gouvernement est une approche de « privacy first ». On veille au respect de la réglementation adéquate, et des experts en protection des données et un comité éthique sont impliqués dans l'analyse des données. L'approche et les méthodes de travail ont été approuvées par l'Autorité de protection des données.

13. Qui analyse et utilise les données ?

Le gouvernement décide quelles analyses sont effectuées sur les données anonymisées et agrégées et à quelles fins elles seront utilisées, et ceci en étroite concertation avec l'Autorité de protection des données. Les opérateurs télécoms ne transfèrent que des données anonymisées et agrégées à Sciensano, qui transmet les analyses demandées au gouvernement.

14. Ai-je le choix de ne pas fournir mes données de localisation dans le cadre du projet « les données contre le corona » ?

Non, vos données de localisation ne sont pas transférées individuellement. Le gouvernement reçoit uniquement un aperçu de données anonymisées et agrégées. Elles ne sont en aucun cas traçables à l'individu et elles sont entièrement anonymes. Ce transfert de données est conforme à l'avis de l'Autorité de protection des données.

ASSISTANCE AUX PERSONNES AGEES, EN SITUATION DE HANDICAP ET VULNERABLES

15. Les visites sont-elles autorisées dans les maisons de repos, les centres ou institutions de soins résidentiels ?

Consultez le site internet des autorités compétentes pour les dernières évolutions en matière de visite dans ces établissements :

Région wallonne : <https://www.wallonie.be/fr/maisons-de-repos>

Vlaanderen: <https://www.zorg-en-gezondheid.be/corona-richtlijnen-voor-zorgprofessionals>

Région de Bruxelles-Capitale : https://coronavirus.brussels/wp-content/uploads/2020/03/FAQ_Re%CC%81sidentiel_DEF-1.pdf

16. Les initiatives locales d'accueil pour les personnes qui se trouvent dans une situation problématique et urgente en matière de logement peuvent-elles poursuivre leurs activités ?

Les personnes qui se trouvent dans une situation problématique et urgente en matière de logement en raison de circonstances familiales défavorables (divorce/fin de relation, violences intrafamiliales ou sexuelles) ou en raison du caractère inhabitable du logement actuel, peuvent se tourner vers les initiatives locales d'accueil.

Si nécessaire, une visite des lieux peut également se tenir à condition que les mesures générales de précaution soient respectées. Une visite des lieux ne peut se faire si l'occupant actuel la refuse. Étant donné que le marché des logements sociaux est considéré comme un service essentiel dans la mise en œuvre de la politique sociale générale, les visites des lieux peuvent être effectuées sous réserve du respect des mesures générales de précaution.

17. Les centres d'appels pour les personnes dans le besoin (centres prévention suicide, violences conjugales, ...) restent-ils ouverts ?

Oui, ils restent ouverts moyennant le respect des mesures de distanciation sociale par les opérateurs.

Vous trouverez ci-dessous les numéros de téléphone et sites internet principaux utiles

Pour les néerlandophones :

les sites internet principaux sont les suivants :

- <https://www.vlaanderen.be/hulp-zoeken-bij-psychische-problemen>
- <https://www.geestelijkgezondvlaanderen.be/>

Des informations plus spécifiques sont disponibles sur les sites internet suivants : www.tele-onthaal.be; www.awel.be; www.1712.be; www.caw.be; www.jac.be; www.zelfmoord1813.be; www.nupraatikerover.be; pour l'épuisement parental : 078/15 00 10.

Pour les germanophones:

1. En cas d'urgence de violence intrafamiliale et conjugale qui nécessite une protection et un accompagnement:
 - Prisma ASBL (Frauenzentrum, Refuge des femmes) : 087/554 077

- Télé-accueil : 108 – 24h/24h, 7j/7j (également en cas des pensées suicidaires)
- 2. Pour le besoin général de parler : télé-accueil : 108
- 3. Pour les pensées suicidaires, conseils psychothérapeutiques, orientation en psychothérapie, soutien au développement et l'orientation générale : BTZ (Beratungs- und Therapiezentrum, centre de conseil et de thérapie)
Eupen : 087/140180
St.Vith : 080/650065

Pour les francophones:

Centre de prévention du suicide	0800 32 123	
Ecoute violences conjugales	0800 30 030	Ecouteviolencesconjugales.be
Comportements violents	Praxis	Asblpraxis.be
Télé-Accueil	107	
SOS Parents	0471 414 333	
Ecoute -Enfants	103	
SOS Viol	0800 98 100	
SOS Enfants, FWB		https://www.one.be/public/1-3ans/maltraitance/equipe-sos-enfants/

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Fédéral

- **SPF Santé Publique :**
<https://www.health.belgium.be/fr/covid-19-reprise-des-soins-ambulatoires-en-cabinet-prive>
- **Sciensano :**
<https://covid-19.sciensano.be/fr>
- **Groupe des unions professionnelles belges de médecins spécialistes (GBS) :**
<http://www.vbs-gbs.org/index.php?id=1&L=0>
- **AFSCA :**
<http://www.favv.be/professionnels/publications/communications/coronavirus.asp>
- **SPF Emploi et Travail :**
<https://emploi.belgique.be/fr/faqs/questions-et-reponses-coronavirus>

Communauté flamande

- <https://www.vlaanderen.be/hulp-zoeken-bij-psychische-problemen>
- <https://www.geestelijkgezondvlaanderen.be/>
- www.tele-onthaal.be
- www.awel.be
- www.1712.be
- www.caw.be

- www.jac.be
- www.zelfmoord1813.be
- www.nupraatikerover.be

Fédération Wallonie-Bruxelles:

- <https://www.ecouteviolencesconjugales.be/>
 - www.asblpraxis.be
 - <https://www.one.be/public/1-3ans/maltraitance/equipe-sos-enfants/>
- <https://www.one.be/public/coronavirus/>

ENSEIGNEMENT & ACCUEIL DES ENFANTS

ACCUEIL DES ENFANTS

1. Les crèches et les gardiennes d'enfants restent-elles ouvertes ?

L'accueil des enfants est repris dans l'annexe de l'Arrêté ministériel, ces structures peuvent donc rester ouvertes.

Pour plus d'informations concernant l'accueil des enfants référez-vous au site de chaque communauté :

Fédération Wallonie-Bruxelles : <https://www.one.be/public/detailarticle/news/coronavirus-les-conditions-dacces-pour-mettre-votre-enfant-en-creche/>

Vlaanderen:

<https://www.kindengezin.be/gezondheid-en-vaccineren/ziek/coronavirus/#Kinderopvang>

<https://www.kindengezin.be/img/draaiboek-kinderopvang-coronacrisis.pdf>

Deutschsprachige Gemeinschaft : www.ostbelgienfamilie.be/Coronavirus

ENSEIGNEMENT

Les cours sont suspendus pour tous les niveaux de l'enseignement et reprendront le 16 novembre 2020 avec un mélange entre enseignement physique et à distance.

Les informations concernant l'organisation de l'enseignement sont disponibles sur les sites internet des autorités compétentes :

Fédération Wallonie-Bruxelles : <http://enseignement.be/index.php?page=28291>

Vlaanderen: <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/nl/coronavirus>

Deutschsprachige Gemeinschaft : www.ostbelgienbildung.be/Coronavirus

2. Que faire des enfants de parents (probablement) contaminés ?

Veillez-vous référer aux règles de la quarantaine qui sont exposées ci-dessus (question «*Quelles sont les règles d'application en matière de quarantaine ?* » de la partie Santé).

3. Les formations données en dehors du contexte scolaire peuvent-elles se poursuivre ?

La formation nécessaire du personnel est autorisée au sein de la communauté de travail, si possible par le biais de l'enseignement à distance et en tout cas dans le respect des règles sanitaires applicables sur le lieu de travail. Par exemple, les formations internes à la conduite au sein des entreprises de transports publics sont autorisées.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Sur l'accueil des enfants :

- **Fédération Wallonie-Bruxelles :**

<https://www.one.be/public/detailarticle/news/coronavirus-les-conditions-dacces-pour-mettre-votre-enfant-en-creche/>

- **Communauté flamande:**

- <https://www.kindengezin.be/gezondheid-en-vaccineren/ziek/coronavirus/#Kinderopvang>
<https://www.kindengezin.be/img/draaiboek-kinderopvang-coronacrisis.pdf>

- **Communauté germanophone :**

- www.ostbelgienfamilie.be/Coronavirus

Sur l'enseignement:

- **Fédération Wallonie-Bruxelles:**

- Général : <http://enseignement.be/index.php?page=28291>
- Enseignement supérieur : http://enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=8060
- Enseignement de promotion sociale :
http://enseignement.be/index.php?page=26823&do_id=8061

- **Communauté flamande :**

- Général :
 - <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/nl/coronavirus>
 - <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/coronavirus-voor-ouders>
 - <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/coronavirus-richtlijnen-voor-scholen-en-clbs>
- enseignement supérieur:
<https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/draaiboek-2020-2021-universiteiten>
<https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/draaiboek-2020-2021-hogescholen>
- enseignement pour adultes : <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/coronavirus-informatie-voor-volwassenenonderwijs>
- Enseignement artistique à temps partiel : <https://onderwijs.vlaanderen.be/nl/coronavirus-informatie-voor-deeltijds-kunstonderwijs>
- Examens niveau secondaire : <https://examencommissiesecundaironderwijs.be/>

- **Communauté germanophone :**

- www.ostbelgienbildung.be/Coronavirus

VIE PUBLIQUE

La situation épidémiologique en Belgique a évolué vers un état d'urgence sanitaire et afin d'éviter un effondrement du système de santé, le Comité de concertation a décidé que certaines activités devaient être suspendues et que les contacts dans certains lieux, notamment dans les établissements appartenant au secteur culturel, festif, sportif, récréatif et évènementiel devaient être évités.

Sont notamment fermés au public, les établissements ou les parties des établissements suivants:

- les casinos, les salles de jeux automatiques et les bureaux de paris ;
- les centres de bien-être, en ce compris notamment les saunas, les jacuzzis, les cabines de vapeur et les hammams ;
- les discothèques et les dancings ;
- les salles de réception et de fêtes ;
- les parcs d'attractions ;
- les plaines de jeux intérieures ;
- les zoos et les parcs animaliers ;
- les salles de bowling ;
- les fêtes foraines, les marchés annuels, les brocantes, les marchés aux puces, les marchés de Noël et les villages d'hiver ;
- les piscines ;
- les foires commerciales, en ce compris les salons ;
- les cinémas.

En revanche, les établissements (ou parties d'établissements) suivant peuvent rester ouverts :

- les aires de jeux extérieures ;
- les espaces extérieurs des parcs naturels et des musées en plein air, en ce compris l'entrée, la sortie, les facilités sanitaires et les locaux de premiers soins et de secours ;
- les bibliothèques, les ludothèques et les médiathèques ;
- les bâtiments de culte et les bâtiments destinés à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle ;
- les parties extérieures des infrastructures sportives;
- les pistes équestres couvertes dans les manèges et les hippodromes, et ce uniquement pour le bien-être de l'animal ;
- les lieux culturels, mais uniquement pour :
 - l'accueil des groupes d'enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l'enseignement obligatoire ;
 - l'accueil des stages et activités organisés pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis;
- les salles de sport et les infrastructures sportives, mais uniquement pour :
 - pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une piscine, l'accueil des groupes d'enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l'enseignement obligatoire ;
 - pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une piscine, l'accueil des activités, stages et camps sportifs organisés ou autorisés par les autorités locales pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis ;

- les entrainements des sportifs professionnels ;
- les compétitions professionnelles ;
- d'autres activités que des activités sportives, pour autant qu'elles soient autorisées par l'arrêté ministériel et les protocoles applicables.

Pour les infrastructures et établissements qui restent ouverts, les 7 règles minimales suivantes doivent être respectées :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les visiteurs et les membres du personnel en temps utile des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel ;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne ;
3. des masques et d'autres moyens de protection personnelle sont en tout temps fortement recommandés dans l'établissement, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée ;
4. l'activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements ;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;
6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération.

Par ailleurs, afin de limiter les festivités, les réunions et la consommation d'alcool dans l'espace public, et ainsi réduire le nombre de contaminations et le taux de transmission du virus, il est interdit de se trouver sur la voie publique et dans l'espace public entre minuit et 5h00 du matin, sauf en cas de déplacements essentiels qui ne peuvent être reportés, tels que notamment:

- avoir accès aux soins médicaux ou à des services sociaux ou de police ;
- fournir l'assistance et les soins aux personnes âgées, aux mineurs, aux personnes en situation d'handicap et aux personnes vulnérables ;
- quitter une situation de violences intrafamiliales ;
- effectuer les déplacements professionnels, en ce compris le trajet domicile-lieu de travail ;
- la chasse dans le cadre de la régulation des sangliers et le contrôle de leurs nuisances ;
- conduire ou rechercher une personne à l'aéroport.

Sauf raison médicale urgente, le motif de la présence ou du déplacement sur la voie publique ou dans l'espace public est justifié à première demande des services de police.

CONTACTS SOCIAUX

Il est important, pour limiter la propagation du virus, de respecter les six règles d'or dans tous ses contacts sociaux. Par ailleurs, un certain nombre de restrictions sont imposées :

- Il est recommandé de ne pas avoir de contacts rapprochés avec plus d'une personne ne faisant pas partie de son foyer. On entend par « contact rapproché » un contact de plus de 15 minutes, sans respecter les 6 règles d'or telles que la distance de sécurité et le fait de ne pas porter un

masque. Il est vivement déconseillé aux grands-parents d'avoir des contacts rapprochés avec leurs petits-enfants.

- Chaque ménage est autorisé à accueillir à la maison ou dans un hébergement touristique maximum un même contact rapproché durable par membre du ménage à la fois, par période de 6 semaines.
- Une personne isolée peut en plus de ce contact rapproché durable accueillir à la maison ou dans un hébergement touristique une personne supplémentaire à un autre moment. Les mesures de distanciation sociale doivent être respectées avec cette personne supplémentaire et il est recommandé de ne pas trop alterner ce contact supplémentaire. En revanche, le contact rapproché durable est lui fixe.

Sauf exceptions prévues par l'arrêté ministériel, les rassemblements sont limités à 4 personnes, les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis non-compris.

La distance de sécurité de 1,5 m et le porte du masque reste d'application sauf:

- pour les personnes vivant sous le même toit entre elles;
- pour les personnes, entre elles, qui se rencontrent dans le cadre de contacts rapprochés durables;
- pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis entre eux;
- entre les accompagnateurs d'une part et les personnes ayant besoin d'une assistance d'autre part.

1. Puis-je déménager?

Les déménagements sont autorisés dans le respect des règles applicables aux rassemblements extérieurs et aux réunions privées à domicile. Par ailleurs, les entreprises de déménagement qui sont comprises dans la sous-commission paritaire 140.05 peuvent continuer à offrir physiquement leurs services aux particuliers.

TRANSPORTS

2. Des mesures particulières sont-elles prises pour les transports en commun ?

Les usagers des transports en commun, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, sont tenus de se couvrir la bouche et le nez en portant un masque ou toute autre alternative en tissu dès l'entrée dans l'aéroport, la gare, sur le quai ou un point d'arrêt, dans le bus, le (pré)métro, le tram, le train ou tout autre moyen de transport organisé par une autorité publique. Lorsque le port d'un masque ou d'une alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Le personnel roulant des sociétés de transport en commun n'est pas obligé de se couvrir la bouche et le nez, pour autant d'une part que le conducteur soit bien isolé dans une cabine et d'autre part qu'une affiche et/ou un autocollant indique aux usagers la raison pour laquelle le conducteur ne porte pas de masque. Cette exemption est également applicable, et aux mêmes conditions, au personnel roulant des transports collectifs organisés (par exemple les bus scolaires).

Pour prendre connaissance de l'offre des sociétés de transports, veuillez-vous référer à leurs sites web.

3. Les entreprises d'autobus et d'autocars privés sont-elles autorisées à organiser le transport de passagers ?

Oui, les autobus et les autocars sont autorisés à organiser des transports moyennant l'application des mesures d'hygiène et de prévention nécessaires par les passagers et les transporteurs.

Les passagers, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, doivent se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu et respecter une distance de sécurité d'1,5 m lorsque cela est possible. Lorsque le port d'un masque ou d'une alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

4. Qu'en est-il des taxis (et autres services de transport "on-demand") ?

Les taxis peuvent continuer à transporter des clients moyennant le respect d'une distance minimale de 1,5 m entre chaque personne. Le nombre de personnes qui peuvent être transportées varie donc en fonction du type de véhicule.

Les personnes vivant sous le même toit ou les personnes qui ont des « contacts rapprochés » peuvent partager un même taxi. La règle de la distance minimale n'est ici pas d'application. Il est conseillé d'aérer et de nettoyer régulièrement le véhicule.

Si les règles de distanciation sociale ne peuvent être garanties, le port du masque est obligatoire.

5. Quelles mesures sont prises concernant le covoiturage ? Combien de personnes peuvent partager un véhicule privé ?

Comme pour les taxis, une distance de 1,5 m doit être respectée entre chaque personne. Le nombre de personnes qui peut être transporté varie donc en fonction du type de véhicule. Pour les personnes habitant sous le même toit ou les personnes qui ont des « contacts rapprochés », cette règle quant à la distance minimale ne s'applique pas. Il est conseillé d'aérer et de nettoyer régulièrement le véhicule.

Si les règles de distanciation sociale ne peuvent être garanties, le port du masque est obligatoire.

TOURISME

Tous les types d'hébergement (hôtels, appartements, gîtes, B&Bs) sont ouverts, à l'exclusion de leur restaurant, de leur débits de boissons et de leurs autres facilités communes (ex: piscine, salle de sport, salles de bain partagées, etc.). Toutefois, les villages de vacances, les parcs de bungalows et les campings sont fermés au public à partir du 3 novembre 2020, à l'exception des hébergements de vacances, des bungalows, des chalets et des commodités pour camper qui servent à l'usage du propriétaire et/ou de son ménage, ou d'un ménage qui y a sa résidence habituelle, et uniquement pour cet usage.

En ce qui concerne le nombre de convives par unité d'habitation, les mêmes règles que pour les rassemblements privés à domicile s'appliquent. C'est-à-dire que chaque ménage est autorisé à louer une unité d'habitation entre eux ou avec maximum un contact rapproché durable.

Par ailleurs, les voyages à l'étranger sont très fortement déconseillés même si les frontières ne sont pas fermées conformément aux accords européens.

6. Puis-je me rendre dans ma résidence secondaire ?

Oui, il est toujours possible de se rendre dans résidence secondaire, et cela est également valable si elle se trouve dans un camping, un parc de vacances ou un parc de bungalow.

7. Les aires de pique-nique sont-elles autorisées ?

Si les visiteurs apportent leur propre nourriture et la mangent en famille sur des aires de pique-nique, en plein air uniquement, cela est autorisé. Bien entendu, toute une famille peut s'asseoir à la même table.

SPORTS

Infrastructures et établissements sportifs :

Les établissements (ou les parties d'établissements) sportifs sont fermés au public. Néanmoins, les salles de sports et les infrastructures sportives intérieures peuvent rester ouvertes pour :

- accueillir des groupes scolaires d'enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis dans le cadre des activités scolaires et extra-scolaires de l'enseignement obligatoire, et pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une piscine ;
- accueillir des activités, stages et camps sportifs organisés ou autorisés par les autorités locales pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis et pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une piscine;
- les entraînements des sportifs professionnels ;
- accueillir des compétitions sportives professionnelles ;
- d'autres activités que des activités sportives pour autant qu'elles soient autorisées par l'arrêté ministériel et les protocoles applicables.

Les parties extérieures des infrastructures sportives (par exemple, un terrain de foot) sont néanmoins accessibles. Les sports en plein air ne sont pas autorisés pour des groupes de plus de 4 personnes.

Par ailleurs, les pistes équestres couvertes dans les manèges et les hippodromes restent ouvertes et ce, uniquement pour le bien-être de l'animal.

Les buvettes, restaurants et autres débits de boissons sont fermés.

Pour les infrastructures et établissements sportifs qui restent ouverts, les règles minimales suivantes doivent être respectées :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les visiteurs et les membres du personnel en temps utile des mesures de prévention en vigueur et dispense une formation appropriée aux membres du personnel ;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne ;
3. des masques et d'autres moyens de protection personnelle sont en tout temps fortement recommandés dans l'établissement, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée ;
4. l'activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements ;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;

6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaires pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération.

Exercice d'une activité sportive et entraînements sportifs :

- Les sportifs amateurs de 13 ans et plus ne peuvent s'entraîner qu'à l'extérieur. Ils peuvent faire usage des parties extérieures des infrastructures sportives (par exemple terrain de foot, de basket,...) et il ne peut y avoir plus de 4 personnes à la fois.
- Les sportifs professionnels peuvent s'entraîner, à l'intérieur comme à l'extérieur, mais ces entraînements doivent avoir lieu sans public ;
- Les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis peuvent pratiquer des activités sportives ou stages sportifs, à l'intérieur comme à l'extérieur (et pour autant qu'ils n'aient pas lieu dans une piscine), à condition que ceux-ci se déroulent :
 - en présence de maximum 50 enfants ;
 - dans un contexte organisé, en particulier par un club ou une association ;
 - s'il s'agit d'une activité sportive en salle ou d'un camp sportif en salle avec l'autorisation de l'autorité locale ou organisée par l'autorité locale elle-même ;
 - toujours en présence d'un entraîneur, encadrant ou superviseur majeur ;
 - seul un membre du ménage des participants peut assister aux entraînements sportifs.
- Les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis peuvent participer à des activités sportives scolaires ou extrascolaires liées à l'enseignement obligatoire (pour autant qu'elles n'aient pas lieu dans une piscine) et selon les règles du protocole applicable.

Compétitions sportives :

Les compétitions sportives professionnelles peuvent seulement avoir lieu sans public.

Les compétitions sportives non-professionnelles peuvent seulement avoir lieu pour des participants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis. Seul un membre du ménage des participants peut assister à ce type de compétitions.

Lorsqu'une compétition sportive est organisée sur la voie publique, l'autorisation préalable des autorités communales compétentes est requise. Avant d'introduire la demande d'autorisation, l'organisateur complète les données demandées dans l'outil Covid Event Risk Model (CERM) mis en ligne (www.covideventriskmodel.be) et joint le certificat réceptionné à son dossier de demande auprès de l'administration communale.

Les cantines et buvettes sont fermées.

8. Un coach privé peut-il continuer à exercer ses activités?

Oui, il peut continuer à travailler à l'extérieur et avec 3 clients maximum (dans le respect des restrictions applicables aux rassemblements) et dans le respect des mesures de distanciation sociale.

9. Les skateparks sont-ils ouverts ?

Les parties extérieures des infrastructures sportives comme les skateparks peuvent rester ouverts. L'interdiction de rassemblement doit être respectée.

CULTURE ET LOISIRS

Les établissements (ou les parties d'établissements) relevant du secteur culturel, festif et récréatif sont fermés pour le public. Sont donc fermés notamment, par exemple, les casinos et salles de jeux automatiques, les centres de bien-être, les salles de de réceptions et de fêtes, les parcs d'attraction, les plaines de jeux intérieures, les zoos et parcs animaliers, les discothèques et dancings, les salles de bowling, les fêtes foraines, les cinémas, les théâtres, les salles de concert, les musées,...

Cependant, certaines exceptions sont prévues à ce principe. Peuvent donc rester ouverts :

- les aires de jeux extérieures ;
- les espaces extérieurs des parcs naturels et des musées en plein air, en ce compris l'entrée, la sortie, les facilités sanitaires et les locaux de premiers soins et de secours ;
- les bibliothèques, ludothèques et les médiathèques ;
- les lieux culturels, mais uniquement pour :
 - l'accueil des groupes d'enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l'enseignement obligatoire ;
 - l'accueil des stages et activités organisés pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis.

Dans ces établissements les 7 règles minimales suivantes doivent être respectées :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les visiteurs et les membres du personnel en temps utile des mesures de prévention en vigueur et dispensent une formation appropriée aux membres du personnel ;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne ;
3. des masques et d'autres moyens de protection personnelle sont en tout temps fortement recommandés dans l'établissement, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée ;
4. l'activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements ;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;
6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaire pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération.

10. Puis-je répéter avec ma troupe de théâtre, ma compagnie de danse, mon orchestre, ma chorale,... amateur(e) ?

Les seules activités amateurs qui restent autorisées dans le domaine culturel et artistique sont celles organisées dans le cadre de stages et d'activités pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis et dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l'enseignement obligatoire.

- Les activités organisées dans le cadre des stages doivent respecter les règles décrites ci-dessous dans la partie « jeunesse » ;
- Les activités dans le cadre des activités scolaires et extrascolaires de l'enseignement obligatoire se déroulent selon le protocole qui leur est applicable ;
- Les activités pour enfants organisées en dehors des stages et en dehors de l'enseignement obligatoire doivent toujours avoir lieu :
 - en présence de maximum 50 enfants ;
 - dans un contexte organisé, en particulier par un club ou une association ;
 - toujours en présence d'un entraîneur, encadrant ou superviseur majeur.

Par ailleurs, les 7 règles minimales exposées ci-dessus doivent être respectées dans les établissements culturels.

11. Les artistes professionnels (musiciens, acteurs, comédiens,...) peuvent-ils répéter, enregistrer,... ?

Le télétravail à domicile est obligatoire pour tous les artistes sauf si c'est impossible. Pour les activités où le télétravail n'est pas possible, les mesures de distanciation sociale doivent être garanties et une attestation doit être prévue par l'employeur.

12. Les représentations culturelles en présence d'un public sont-elles possibles?

Non, les représentations culturelles ne sont plus autorisées.

13. Les assemblées générales ou autres rassemblements de clubs ou d'associations, ainsi que les AG de copropriétaires, peuvent-ils se tenir?

Ces assemblées générales ne sont plus autorisées en présentiel. Elles doivent donc être reportées ou avoir lieu à distance (par exemple par vidéoconférence).

En ce qui concerne les AG de copropriétaires, il peut être confirmé qu'une interprétation évolutive de l'article 577-6 du Code civil permet aux copropriétaires de participer à l'assemblée générale à distance.

14. La chasse peut-elle se poursuivre ?

La chasse peut continuer à se pratiquer mais dans le respect des règles sur les rassemblements, c'est-à-dire à 4 personnes maximum et dans le respect des règles de distanciation sociale.

Par ailleurs, cette activité est soumise aux règles du couvre-feu, la chasse ne peut donc pas se tenir entre minuit et 5 heures du matin. Une exception est cependant faite pour la chasse dans le cadre de la régulation des sangliers et le contrôle de leurs nuisances.

EVÈNEMENTS

A l'exception des compétitions sportives encore autorisées (voir partie sport ci-dessus), tous les évènements sont suspendus.

15. Une conférence peut-elle être organisée ?

Les salles de conférence ne sont, à ce stade, pas fermées mais les événements culturels avec public étant suspendus, les salles de conférence ne peuvent donc pas être utilisées pour, par exemple, des débats ou des rencontres avec public.

En revanche, il peut être fait usage des salles de conférence par une entreprise, un service public,... pour organiser des réunions strictement professionnelles et lorsque celles-ci ne peuvent se tenir à distance.

Par ailleurs, toute personne, est tenue de porter un masque ou toute autre alternative en tissu dans les salles de conférence.

16. Dans quels cas le Covid Event Risk Model (CERM) doit-il être utilisé ?

Cet outil doit être utilisé pour prendre une décision concernant l'organisation des activités autorisées par l'article 15 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 (par exemple une manifestation ou une compétition sportive professionnelle ou non-professionnelle pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis) portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

MANIFESTATIONS

Les manifestations sur la voie publique sont autorisées en présence de maximum 100 participants. Les manifestations doivent toujours faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'autorité communale compétente. Avant d'introduire la demande d'autorisation, l'organisateur complète les données demandées dans l'outil Covid Event Risk Model (CERM) mis en ligne (www.covideventriskmodel.be) et joint le certificat réceptionné à son dossier de demande auprès de l'administration communale.

En tout état de cause, ces manifestations devront toujours être statiques et se dérouler dans un lieu où la distance de sécurité d'1,5 m entre les participants peut être respectée. Le port du masque est obligatoire dans toutes les situations où il est impossible de garantir le respect des règles de distanciation sociale.

RECEPTIONS ET BANQUETS

Les réceptions et banquets sont interdits y compris les repas et réceptions après les funérailles.

JEUNESSE

17. Les plaines de jeux intérieures peuvent-elles ouvrir ?

Non, elles doivent fermer. Toutefois, les aires de jeux extérieures restent ouvertes.

18. Les camps, les stages et les activités ainsi que les activités dans les plaines de jeux dans les plaines de jeux sont-ils autorisés ?

Les camps, stages et activités sans nuitée, ainsi que les activités dans les plaines de jeux sont autorisés pour les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, conformément au protocole applicable.

Ces camps, stages et activités peuvent être organisés pour un ou plusieurs groupes de maximum 50 enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis comprenant les participants et les encadrants. Les personnes

rassemblées dans le cadre de ces camps, stages et activités, doivent rester dans un même groupe et ne peuvent pas être mélangées avec les personnes d'un autre groupe.

Les encadrants respectent dans la mesure du possible les règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance de 1,5 m entre chaque personne et sont obligés de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu.

Pour le secteur de la jeunesse en particulier, les protocoles d'application en fédération Wallonie-Bruxelles peuvent être consultés via ce lien : http://www.servicejeunesse.cfwb.be/index.php?id=sj_detail&tx_ttnews%5BbackPid%5D=375&tx_ttnews%5Btt_news%5D=9673&cHash=96299600b9c5e7c04daf30ae7c144509

SERVICES COMMUNAUX

19. Dans quelles conditions les mariages civils sont-ils célébrés ?

Seuls les conjoints, leurs témoins et l'officier de l'état civil peuvent assister aux mariages. Aucune réception ni banquet après la cérémonie ne peut s'organiser.

Par ailleurs, les règles minimales suivantes doivent être respectées :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les visiteurs et les membres du personnel en temps utile des mesures de prévention en vigueur et dispensent une formation appropriée aux membres du personnel ;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne ;
3. des masques et d'autres moyens de protection personnelle sont en tout temps fortement recommandés dans l'établissement, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée ;
4. l'activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements ;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains ;
6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaire pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé ;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération.

SERVICES DE CULTE ET CÉRÉMONIES

Les bâtiments de culte et les bâtiments destinés à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle restent ouverts et seules 4 personnes à la fois sont autorisées dans ces bâtiments, moyennant le port du masque et le respect des mesures de distanciation sociale.

En revanche, l'exercice collectif du culte et l'exercice collectif de l'assistance morale non confessionnelle et des activités au sein d'une association philosophique-non-confessionnel est interdit, à l'exception :

- des enterrements et crémations, uniquement en présence de 15 personnes maximum (les enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis non inclus) avec le maintien d'une distance d'1,5 m entre chaque personne, sans possibilité d'exposition du corps et dans le respect des 7 règles minimales ;
- des mariages, uniquement en présence des conjoints, de leurs témoins et du ministre du culte et dans le respect des 7 règles minimales ;

- les services de culte et l'assistance morale non confessionnelle enregistrés dans l'intention de les diffuser par tous les canaux disponibles et qui n'ont lieu qu'avec maximum 10 personnes, y compris les responsables de l'enregistrement, tout en maintenant une distance d'1,5 m entre chaque personne, et à condition que le lieu de culte ou l'assistance morale non confessionnelle restent fermés au public pendant l'enregistrement.
- Les cérémonies religieuses enregistrée dans l'intention de les diffuser par tous les canaux disponibles:
 - Se déroulant avec un maximum de 10 personnes, y compris les responsables de l'enregistrement;
 - Soumis à des mesures de distanciation sociale;
 - À condition que le lieu de culte reste fermé au public pendant l'enregistrement.

20. Quelles sont les règles d'application pour les enterrements et crémations ?

Ces cérémonies peuvent avoir lieu mais toujours dans le respect de la distanciation sociale (1,5 m entre chaque personne), avec un maximum de 15 personnes (enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis non-compris) et sans possibilité d'exposition du corps.

Par ailleurs, les règles minimales suivantes doivent être respectées :

1. l'exploitant ou l'organisateur informe les visiteurs et les membres du personnel en temps utile des mesures de prévention en vigueur et dispensent une formation appropriée aux membres du personnel;
2. une distance de 1,5 m est garantie entre chaque personne;
3. des masques et d'autres moyens de protection personnelle sont en tout temps fortement recommandés dans l'établissement, et y sont utilisés si les règles de distanciation sociale ne peuvent pas être respectées en raison de la nature de l'activité exercée;
4. l'activité doit être organisée de manière à éviter les rassemblements;
5. l'exploitant ou l'organisateur met à disposition du personnel et des clients les produits nécessaires à l'hygiène des mains;
6. l'exploitant ou l'organisateur prend les mesures d'hygiène nécessaire pour désinfecter régulièrement l'établissement et le matériel utilisé;
7. l'exploitant ou l'organisateur assure une bonne aération.

Il n'est pas permis d'organiser une réception après des funérailles.

21. Peut-on organiser une cérémonie dans un autre lieu (par exemple à l'extérieur) ?

Les cérémonies sont interdites à l'exception des mariages et enterrements ou crémations et les enregistrement, dans les modalités expliquées ci-dessus.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Fédéral

SPF Mobilité :

- https://mobilite.belgium.be/fr/navigation/covid_19_coronavirus
- https://mobilite.belgium.be/fr/transport_aerien/drones/vols_de_drones_covid19

Vlaanderen :

- <https://www.vlaanderen.be/vlaamse-maatregelen-tijdens-de-coronacrisis/vlaamse-coronamaatregelen-rond-mobiliteit>
- <https://www.natuurenbos.be/wildbeheer>
- <https://ovam.be/corona-impact#inzameling>
- <https://www.vlaanderen.be/musea-in-vlaanderen-en-brussel>

Région Bruxelles-capitale :

- <https://mobilite-mobiliteit.brussels/fr>
- <https://www.arp-gan.be/fr/Recypark.html>

Région wallonne :

- <http://mobilite.wallonie.be/news/mesures-de-lutte-contre-le-covid-19>
- <https://www.wallonie.be/fr/peche-et-chasse>
- <http://environnement.wallonie.be>

Fédération Wallonie-Bruxelles

- <http://www.culture.be/>

Communauté Germanophone :

- <https://www.ostbelgienlive.be/desktopdefault.aspx/tabid-327/>

INTERNATIONAL

GÉNÉRAL

La COVID-19 a gravement perturbé les voyages internationaux. En tant que voyageur, vous devez donc en tenir compte :

- 1) Peut-on voyager ?
- 2) Quelles sont les mesures (formulaire, quarantaine, tests) associées aux voyages ?

1) PEUT-ON VOYAGER ?

Les déplacements depuis la Belgique vers l'étranger

En principe, vous pouvez toujours voyager, à condition de respecter les mesures éventuelles lors de votre retour en Belgique (PLF toujours à remplir et si nécessaire l'auto-évaluation, quarantaine, tests). Pour certaines destinations, le voyage n'est cependant pas recommandé ou une vigilance accrue est nécessaire.

Toutefois, l'entrée dans le pays de destination dépend du consentement du pays en question. Toutes les informations destinées aux voyageurs sont rassemblées sur le site du SPF Affaires étrangères, sur une carte complétée par des conseils aux voyageurs pour chaque pays : <https://diplomatie.belgium.be>.

Le SPF Affaires étrangères utilise des codes de couleur sur sa page d'accueil pour indiquer si un voyage dans un pays ou une zone particulière est possible. Sur ce site, vous trouverez une carte et une liste montrant la même chose, avec des informations détaillées sur chaque pays.

Ce sont les couleurs COVID, basées sur les informations de CELEVAL et du SPF Santé publique : Sélectionnez et cliquez sur un pays ou une région. Les mesures correspondantes apparaissent. Cliquez ensuite sur le nom du pays pour obtenir des conseils aux voyageurs détaillés. Consultez ces conseils avant et pendant votre voyage.

Les codes de couleur suivant sont utilisés :

- **Rouge** : ces pays/zones font l'objet d'un avis de voyage négatif en raison d'une situation épidémiologique défavorable OU parce que le pays en question n'autorise pas les Belges à entrer sur son territoire.
- **Orange** : il est possible de voyager dans ces pays/zones, mais déconseillé en raison d'une situation épidémiologique défavorable. Les autorités belges conseillent une vigilance accrue.
 - **Orange clair** : les voyages sont possibles, mais les autorités de ce pays imposent un test COVID et/ou une quarantaine aux voyageurs en provenance de la Belgique.
- **Vert** : les voyages sont possibles, sans restriction supplémentaire. Toutefois, il reste important de suivre les conseils aux voyageurs. Les règles d'hygiène et de distance sont toujours d'application.

Les conseils aux voyageurs sont sujets à des changements et les voyages vers une destination peuvent être déconseillés à tout moment. Si vous envisagez un voyage vers l'étranger, il est fortement recommandé de consulter l'avis de voyage des Affaires étrangères, mis à jour en permanence : https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/voyager_a_letranger/conseils_par_destination

Les voyageurs doivent savoir que de nouveaux foyers de COVID-19 à l'étranger peuvent affecter considérablement leur voyage et que le rapatriement ne peut être garanti si les vols commerciaux sont supprimés ou les frontières fermées.

Les déplacements depuis l'étranger vers la Belgique

a. Vous possédez la nationalité belge ou vous êtes ressortissant de l'UE, de l'espace Schengen ou du Royaume-Uni ou vous résidez en Belgique, dans l'UE, dans l'espace Schengen ou au Royaume-Uni ou vous êtes membre du foyer familial des personnes susmentionnées ?

Vous pouvez toujours voyager ou revenir en Belgique, quel que soit le pays de départ.

*b. Vous ne possédez pas la nationalité belge et vous résidez ou habitez un pays en dehors de l'UE, de l'espace Schengen et du Royaume-Uni et vous vous rendez en Belgique à partir de pays **qui figurent** sur le site du SPF Affaires étrangères ?*

Il est possible de **voyager vers la Belgique à partir de ces pays**. Vous pouvez consulter la liste, sur : https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/venir_en_belgique

La liste sera révisée toutes les deux semaines et publiée par la suite.

*c. Vous ne possédez pas la nationalité belge et vous résidez ou habitez un pays hors de l'UE, de l'espace Schengen et du Royaume-Uni et que vous vous rendez en Belgique à partir de pays qui **ne figurent pas** sur le site du SPF Affaires étrangères.*

Il est interdit de **voyager vers la Belgique à partir de ces pays** pour des déplacements non essentiels. Vous pouvez consulter la liste, sur : https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/venir_en_belgique

Ces restrictions temporaires de voyage ne s'appliquent pas aux personnes ayant **une fonction essentielle** ou qui ont **un besoin essentiel**, tels que :

1. les déplacements professionnels des professionnels de la santé, des chercheurs dans le domaine de la santé et des professionnels de la prise en charge des personnes âgées ;
2. les déplacements professionnels des travailleurs frontaliers ;
3. les déplacements professionnels des travailleurs saisonniers du secteur agricole ;
4. les déplacements professionnels du personnel de transport ;
5. les déplacements des diplomates, le personnel des organisations internationales et les personnes qui sont invitées par des organisations internationales et dont la présence physique est nécessaire pour le bon fonctionnement de ces organisations, le personnel militaire, le personnel de la protection civile, le personnel des travailleurs humanitaires, dans l'exercice de leur fonction ;
6. les passagers en transit, quel que soit leur lieu de départ
7. les passagers voyageant pour des raisons familiales impérieuses, c'est-à-dire :
 - o les voyages justifiés par le regroupement familial ;
 - o les visites à un conjoint ou un partenaire légal résidant, pour des raisons professionnelles ou personnelles, les conjoints ou les partenaires vivent séparés ;
 - o les voyages auprès d'un partenaire non enregistré qui ne vit pas sous le même toit ;
 - o les voyages dans le cadre de la coparentalité ;

- o les voyages dans le cadre de funérailles ou de crémations (premier et deuxième degré de parenté) ;
- o les voyages dans le cadre de mariages civils ou religieux (premier et deuxième degré de parenté) ;
- 8. les déplacements professionnels des gens de mer ;
- 9. les déplacements pour des motifs humanitaires, y compris les voyages pour des raisons médicales impérieuses ou pour poursuivre des soins médicaux urgents ainsi que pour fournir une assistance à une personne âgée, mineure, vulnérable ou en situation de handicap ;
- 10. les personnes qui se déplacent pour des raisons d'études ;
 - o Sont inclus les voyages des élèves, étudiants et stagiaires qui suivent une formation dans le cadre de leurs études et des chercheurs ayant une convention d'accueil.
- 11. les déplacements de personnes hautement qualifiées, lorsque leur travail est nécessaire d'un point de vue économique et ne peut être reporté ; y compris les déplacements des athlètes professionnels sous statut SHN (sportif de haut niveau) et les professionnels du secteur culturel lorsqu'ils disposent d'un permis-unique, ainsi que les journalistes, dans l'exercice de leur activité professionnelle.

Ces **conditions spécifiques** s'ajoutent aux conditions normales d'accès à la Belgique. Il est important, entre autres, de toujours tenir compte des **procédures de visa** qui s'appliquent. Pour les voyageurs soumis à un visa qui souhaitent se rendre en Belgique, il convient de noter qu'en raison de la COVID-19, toutes les procédures de visa n'ont peut-être pas (encore) été reprises partout. En outre, les voyageurs ne pourront accéder à la Belgique ou à l'UE que s'ils se conforment aux **réglementations européennes et nationales en vigueur**, qui déterminent les conditions dans lesquelles les ressortissants de pays tiers peuvent être autorisés à accéder au territoire. Ceci est indépendant des restrictions ou mesures spécifiques qui s'appliquent temporairement dans le cadre de la COVID-19 pour des raisons de santé publique.

Les nationalités **non soumises à l'obligation de visa** sont soumises aux règles suivantes : la personne doit voyager avec **une attestation de voyage essentiel**. Cette attestation est délivrée par le poste diplomatique ou consulaire belge compétent si le caractère essentiel du voyage est établi. Une attestation de voyage essentiel n'est pas nécessaire si le caractère essentiel du voyage ressort des documents en possession du voyageur. Exemples : les marins (livret de marin), les passagers en transit (billet d'avion), les diplomates (passeport diplomatique). Pour plus d'informations sur la procédure, voir : <https://dofi.ibz.be/sites/dvzoe/FR/Pages/Les-voyages-vers-la-Belgique.aspx>

La visite à un partenaire qui ne vit pas sous le même toit est considérée comme un déplacement essentiel, mais elle est **soumise à un certain nombre de conditions** supplémentaires : concrètement, vous devez avant la demande (nationalités soumises à l'obligation de visa) ou à la date prévue du voyage (nationalités non soumises à l'obligation de visa) :

- soit pouvoir prouver 6 mois de cohabitation de fait/légale en Belgique ou dans un autre pays ;
- soit pouvoir prouver que vous entretenez une relation affective depuis au moins 1an, durant laquelle il y a eu au minimum 2 rencontres physiques pour une durée totale minimum de 20 jours. Si une rencontre a dû être reportée à cause des mesures COVID, une preuve du voyage planifié peut être prise en compte comme deuxième visite.
- soit avoir un enfant en commun.

Le partenaire à l'étranger doit demander à la représentation diplomatique belge un visa ou une preuve de déplacement essentiel (s'il n'est pas soumis à l'obligation de visa). Le poste diplomatique délivrera, dans la mesure du possible, ce visa ou cette preuve. Si ce n'est pas possible, le dossier sera transféré au service immigration.

2) QUELLES SONT LES MESURES ASSOCIÉES AUX VOYAGES ?

Mesures à prendre lorsque vous partez à l'étranger depuis la Belgique

Du point de vue belge, il n'y a pas de mesures en place pour le départ à l'étranger.

Les pays peuvent adopter des mesures restrictives. Il est donc extrêmement important de consulter les conseils aux voyageurs pour chaque pays sur le site du SPF Affaires étrangères **avant le départ** afin de connaître la situation et les mesures prises dans le pays de destination. Voir : <https://diplomatie.belgium.be/fr>

Que faire si le pays de destination conditionne l'entrée sur son territoire à la présentation d'un test négatif?

- Vous pouvez demander à être testé dans un laboratoire, mais pas dans les centres de test collaborant avec la plate-forme fédérale (le gouvernement demande d'éviter autant que possible cette pratique de tests préventifs). Les laboratoires ont la possibilité de refuser d'analyser le test afin de donner la priorité aux tests obligatoires. Ces tests sont réalisés à vos propres frais.
- Vous pouvez demander à être testé à l'aéroport de Bruxelles en vous inscrivant au préalable via <https://www.brusselsairport.be/fr/passengers/the-impact-of-the-coronavirus/covid-19-test-centre-at-brussels-airport> et en cliquant sur « enregistrez-vous pour un test sans code d'activation ».

Mesures à prendre lorsque vous revenez (de l'étranger) en Belgique

Trois mesures sont applicables à l'arrivée en Belgique :

1. L'obligation de remplir le Formulaire de Localisation du Passager (PLF) avec une auto-évaluation facultative
2. Se placer en quarantaine
3. Se faire tester si vous êtes symptomatique

L'approche belge du retour des voyageurs distingue les zones rouges, orange et vertes. Selon le pays ou la région d'où vous partez, des mesures différentes s'appliquent après votre retour en Belgique.

- Les **zones rouges** sont des régions ou des pays où les personnes sont soumises à un risque élevé d'infection, ou qui sont mises en *lockdown* par le pays en question. Lors du retour, le PLF et l'auto-évaluation (sur une base volontaire) détermineront si la quarantaine est obligatoire. Voir plus loin sous "Quels sont les voyageurs qui doivent aller en quarantaine et qui doivent se faire tester ?".
- Les **zones orange** sont des régions ou des pays pour lesquels un risque modérément accru d'infection a été identifié. Lors de votre retour, vous devez remplir le PLF. L'auto-évaluation peut être effectuée sur une base volontaire.

- Les **zones vertes** sont des régions ou des pays pour lesquels un faible risque d'infection a été identifié. Lors de votre retour, vous devez remplir le PLF. L'auto-évaluation peut être effectuée sur une base volontaire. Aucune autre mesure ne doit être suivie.

Au retour des zones orange et vertes, il n'y a pas de conditions de quarantaine lors de l'arrivée en Belgique.

Vous trouverez les zones et les mesures en vigueur sur la carte publiée sur le site du SPF Affaires étrangères : <https://diplomatie.belgium.be>.

- Attention : la couleur sur la carte est la couleur des conseils aux voyageurs pour ce pays, les conditions de retour apparaîtront seulement après avoir cliqué sur la région.

L'application Coronalert est disponible depuis le 1er octobre. Vous trouverez plus d'information ici : <https://coronalert.be/fr/faq-fr/>

LE FORMULAIRE DE LOCALISATION DU PASSAGER (PLF)

A. Quand dois-je remplir un Formulaire de Localisation du Passager (PLF) ?

TOUS les voyageurs se rendant en Belgique, quel que soit le moyen de transport utilisé, doivent remplir le Formulaire de Localisation du Passager au plus tôt 48 heures avant l'arrivée en Belgique.

- Exception : les voyageurs qui ne viennent pas en Belgique via un transporteur aérien ou maritime et qui ont été à l'étranger pendant 48 heures maximum, ou qui resteront en Belgique pendant 48 heures maximum, ne doivent pas remplir de document PLF.

Un formulaire distinct doit être rempli pour chaque passager âgé de 16 ans et plus. Les détails concernant les enfants de moins de 16 ans doivent être précisés sur le formulaire de l'adulte qui les accompagne, lorsqu'ils sont accompagnés d'un adulte. Lorsque des enfants de moins de 16 ans voyagent seuls, ils doivent remplir leur propre formulaire.

Il est obligatoire de remplir le Formulaire de Localisation du Passager de manière complète et honnête. Le fait de ne pas remplir ce formulaire peut entraîner des poursuites judiciaires, un refus d'embarquement par le transporteur, et un refus d'entrée sur le territoire.

B. Comment remplir le Formulaire de Localisation du Passager (PLF) ?

Le document PLF doit de préférence être rempli électroniquement. Le formulaire est disponible ici : <https://travel.info-coronavirus.be/>

- Après avoir envoyé le formulaire électronique, le voyageur recevra un **reçu avec un code QR** par e-mail. Le cas échéant, le passager doit le présenter au transporteur au départ et au contrôle à la frontière lors de l'arrivée.
- Le formulaire électronique comprend également la possibilité de remplir volontairement un questionnaire avec une auto-évaluation du risque de contamination. Sur la base de ce questionnaire, un SMS est envoyé avec les mesures à suivre.

S'il n'est pas possible pour le passager d'utiliser le Formulaire de Localisation du Passager électronique (e-PLF), il est tenu de remplir et signer la **version papier** du Formulaire de Localisation du Passager. Le formulaire peut être téléchargé ici: https://dofi.ibz.be/sites/dvzoe/FR/Documents/BELGIUM_PassengerLocatorForm.PDF

Le voyageur doit télécharger, compléter et signer ce document avant d'arriver en Belgique. L'original doit toujours pouvoir être présenté aux autorités de contrôle au moment d'une inspection.

- Les passagers en provenance d'un pays de l'espace Schengen devront présenter leur formulaire et le remettre au transporteur lors de l'embarquement.
- Les passagers en provenance d'un pays hors de l'espace Schengen devront remettre leur formulaire au contrôle à la frontière lors de leur arrivée.
- Les passagers qui n'utilisent pas un transporteur doivent le remettre dans les 12 heures suivant leur arrivée en Belgique. Cela peut être fait par e-mail à PLFBelgium@health.fgov.be ou en copiant les détails de la version papier dans une version électronique du Formulaire de Localisation du Passager.

Si les informations indiquées sur le formulaire changent dans les 14 jours suivant l'entrée sur le territoire, il est obligatoire de le signaler, de préférence en remplissant un nouveau e-PLF sur <https://travel.info-coronavirus.be/> avec les détails complets et mis à jour. Si vous utilisez la version papier, vous devez transmettre la version modifiée à PLFBelgium@health.fgov.be.

QUELS SONT LES VOYAGEURS QUI DOIVENT ALLER EN QUARANTAINE ET QUI DOIVENT SE FAIRE TESTER ?

A. Quarantaine :

Les voyageurs revenant des zones rouges, qui ont séjourné à l'étranger pendant plus de 48 heures, et qui ont séjourné en Belgique pendant plus de 48 heures sont considérés comme des "contacts à haut risque", ce qui signifie qu'ils sont soumis à **une quarantaine obligatoire**.

À partir du 21 octobre, jusqu'au 15 novembre inclus, seules les personnes présentant des symptômes doivent être testées lors de leur retour d'une zone rouge.

Les enfants de moins de 6 ans ne doivent pas non plus être testés, mais ils doivent quand-même respecter la quarantaine.

La **période de quarantaine commence** le lendemain du départ de la zone rouge, à condition que ce soit clairement et objectivement identifié sur le PLF. Sinon, la quarantaine commence dès que le voyageur arrive en Belgique, après un séjour en zone rouge, sauf décision contraire du médecin traitant/décret des entités fédérées.

La **période de quarantaine se termine** 10 jours après le dernier jour de séjour dans une zone rouge et est suivie d'une période de vigilance accrue de 4 jours. Si des symptômes apparaissent durant la quarantaine, la personne est évidemment tenue de se faire tester. Si le test est positif, la personne concernée devra réaliser une période d'isolement de minimum 7 jours à compter du jour de l'apparition des symptômes.

- La spécification des règles en vigueur pour chaque région/communauté peut être trouvée ici :

- Wallonie: <http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/decret/2020/07/16/2020042369/moniteur#top>
- Flandre : <http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/api2.pl?lg=fr&pd=2020-07-13&numac=2020010414#top>
- Bruxelles-Capitale : http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2007071968&table_name=loi
- Communauté Germanophone : http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2020072014&table_name=loi

L'**obligation** de vous mettre en quarantaine **peut être levée** sur la base de l'auto-évaluation facultative du risque d'infection incluse dans le Formulaire de Localisation du Passager.

- Sur la base du Formulaire de Localisation du Passager dûment rempli, vous **serez informé par SMS** si vous devez être mis en quarantaine.
- Vous pouvez trouver vous-même les zones rouges sur la carte publiée sur le site du SPF Affaires étrangères : <https://diplomatie.belgium.be>.

Exception à la quarantaine

L'**obligation** de se mettre en quarantaine au retour d'une zone rouge **peut être levée** sur la base de l'auto-évaluation facultative du risque de contamination incluse dans le Formulaire de Localisation du Passager.

Lorsque vous devez vous placer en quarantaine, la **quarantaine peut être levée temporairement pour une activité nécessaire** dans la mesure où cette activité ne peut être reportée.

- Par exemple : un étudiant étranger peut respecter la quarantaine de deux semaines avant de commencer ses études ; une personne qui voyage pour des funérailles peut assister à celles-ci mais doit rester en quarantaine pour le reste de son séjour.
- Lors de l'exercice de cette activité, la distanciation sociale et les autres mesures de protection doivent être scrupuleusement respectées.
- Pour tout ce qui n'est pas lié à la raison de l'activité nécessaire, la personne devra donc se conformer à la quarantaine.

Pour les déplacements de courte durée (moins de 48 heures) en Belgique ou à l'étranger, il faut cocher cette case sur le Formulaire de Localisation du Passager et aucun SMS ne sera envoyé. La quarantaine n'est pas obligatoire dans ce cas.

B. Test

À partir du 21 octobre, jusqu'au 15 novembre inclus, les personnes **asymptomatiques** revenant de zone rouge **ne doivent pas** être testées. Seules les personnes présentant des symptômes doivent se soumettre à un test.

Si vous revenez d'un pays ou d'une région en zone rouge :

- Vous êtes symptomatique : test nécessaire
 - Il est possible d'être testé à l'aéroport de Bruxelles en vous inscrivant au préalable via <https://www.brusselsairport.be/fr/passengers/the-impact-of-the-coronavirus/covid-19->

[test-centre-at-brussels-airport](#) et en cliquant sur « enregistrez-vous pour un test avec un code d'activation ».

- Vous êtes asymptomatique : complétez le Formulaire de Localisation du Passager et l'auto-évaluation 48h avant votre arrivée. Ce formulaire évaluera le risque d'être infecté par le coronavirus:
 - Risque élevé : vous recevrez des instructions pour vous mettre en quarantaine pendant 10 jours (pour plus d'informations sur la quarantaine, voir "A. Quarantaine").
 - Risque faible : pas de quarantaine à votre arrivée.

Les enfants de moins de 6 ans ne doivent pas être testés, mais ils doivent quand-même respecter la quarantaine.

QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR "QUARANTAINE" ?

La quarantaine signifie rester à l'intérieur (y compris le jardin ou la terrasse) dans un seul endroit, qui doit être spécifié à l'avance via le Formulaire de Localisation du Passager. Il peut s'agir d'une adresse privée (chez de la famille ou chez des amis) ou d'un autre lieu de séjour, comme un hôtel. Si la personne tombe malade, tous les colocataires sont considérés comme des contacts étroits.

Pendant cette période, le contact avec d'autres personnes, y compris celles qui se trouvent dans la même maison, doit être complètement évité (toujours garder une distance de 1,5 m).

- Les serviettes, les draps de lit et les ustensiles de cuisine ou de boisson ne doivent pas être partagés avec les autres colocataires et, si possible, la personne doit utiliser des toilettes et une salle de bain séparées.
- La quarantaine dans un environnement avec des personnes à risque d'une forme grave de COVID-19 n'est pas recommandé (par exemple, les personnes de plus de 65 ans, les personnes souffrant d'une maladie sous-jacente grave telle qu'une maladie cardiaque, pulmonaire ou rénale grave, les personnes dont l'immunité est diminuée).
- La visite de personnes extérieures n'est pas autorisée.
- Il est interdit de travailler et d'aller à l'école sauf pour les exceptions énumérées ci-dessous. Le télétravail est possible.
- Pour tous les déplacements (à partir de l'arrivée en Belgique), il faut éviter d'utiliser les transports publics.
- L'état de santé doit être étroitement surveillé. En cas de symptômes pouvant entraîner une suspicion de COVID-19, un médecin traitant doit être contacté par téléphone. En cas d'apparition de symptômes, vous devez vous placer en auto-isolation et prendre contact avec votre médecin traitant.
- Pendant toute la période de quarantaine, il faut être joignable et coopérer avec les autorités sanitaires.
- Les sorties ne sont autorisées que pour les activités nécessaires suivantes, et à condition d'accorder une attention particulière aux mesures d'hygiène, de se tenir à distance des autres personnes et de porter un masque buccal (en tissu) :
 - soins médicaux urgents ;
 - achat de produits de première nécessité, tels que la nourriture et les médicaments, mais seulement si personne d'autre ne peut s'en occuper, et par exception ;

- régler les questions juridiques/financières urgentes ;

Quarantaine versus isolement : la différence

S'il vous est demandé de vous mettre en **isolement**, c'est pour une période d'**au moins 7 jours**. Cela signifie que vous êtes malade ou que vous avez été testé positif.

L'isolement est levé lorsque ces 3 conditions sont respectées :

- au plus tôt 7 jours après l'apparition des symptômes ;
- jusqu'à au moins 3 jours sans fièvre ;
- une amélioration des symptômes respiratoires.

Mesures supplémentaires à prendre en cas d'isolement :

- Portez un masque buccal à la maison pour protéger les personnes qui vivent sous le même toit
- Restez autant que possible dans une pièce séparée et bien ventilée, afin que le virus ne puisse pas s'y développer
- Demandez de l'aide à d'autres personnes pour effectuer vos courses
- Vous pouvez contacter le centre d'appel vous-même pour une recherche de contact, mais vous ne devriez pas trainer.

QUID DES PERSONNES QUI VOYAGENT MALGRÉ TOUT À L'ENCONTRE DES AVIS. QU'EN EST-IL DE L'ASSURANCE VOYAGE SI CES PERSONNES TOMBENT MALADES EN VOYAGE ?

Les conditions générales d'une police d'assurance voyage spécifique déterminent les cas dans lesquels l'assurance voyage intervient. Par conséquent, les conditions générales stipulent si les frais médicaux et/ou de rapatriement sont couverts si, en cas de conseil de voyage négatif, une personne est néanmoins partie en voyage et y tombe malade. La plupart des assureurs d'assistance voyage n'offrent aucune couverture dans ces cas. Dans le cas des assurances hospitalisation également, les conditions générales précisent les conditions dans lesquelles l'assureur hospitalisation intervient à l'étranger.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

SPF Affaires étrangères

- <https://diplomatie.belgium.be/fr>

SPF Mobilité

- https://mobilit.belgium.be/fr/transport_aerien/covid_19_coronavirus
- https://mobilit.belgium.be/fr/circulationroutiere/covid_19_coronavirus
- https://mobilit.belgium.be/fr/navigation/covid_19_coronavirus